

Réflexions sur la grève générale en France à la lumière du mouvement contre le CPE.

Sommaire :

- 1) Le thème de la grève générale dans l'histoire du mouvement ouvrier.
- 2) 1936, 1953, 1968, 1986, 1995, 2003, 2006, la longue marche des salariés et de la jeunesse en France.
- 3) Sociologie de la classe ouvrière et grève générale.
- 4) La mobilisation générale contre le CPE.
- 5) Un mouvement politique de bout en bout.

Le thème de la grève générale dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Le thème de la grève générale est aussi vieux que le mouvement ouvrier. C'est normal : la grève générale exprimant l'idée de toute la classe affirmant sa puissance contre les patrons et contre l'État, est inséparable de la conscience de classe elle-même.

Cela ne veut pas dire que ce thème n'ait pas connu de déformations ni surtout qu'il puisse se suffire à soi-même.

1. Il apparaît avec le premier essor du mouvement ouvrier anglais et écossais. En 1832 le cabaretier William Bembow préconise le "mois sacré" (une expression reprise de l'Ancien Testament : la grève générale comme grand Shabbat !), le *Grand National Holiday*. Mais le thème passe de l'imagination folklorique anticipatrice à la réalité avec le grand mouvement chartiste, mouvement politique qui constitue la classe ouvrière britannique comme classe "pour soi" dans les années 1830 et 1840 : des grèves de masse ont lieu en 1839, 1842 et 1848, associées à des pétitions et des meetings de masse et au projet d'une manifestation centrale contre le Parlement. Leurs objectifs : le suffrage universel et la concentration des pouvoirs aux mains du Parlement élu par la majorité ouvrière et paysanne. Les revendications "économiques" comme la réduction du temps de travail (journée de 10 heures) vont avec, et sont en fait tout autant politique.

Sans le chartisme, il n'y aurait pas eu de mouvement ouvrier britannique indépendant. Marx tire les leçons de cette première naissance du mouvement ouvrier dans *Misère de la philosophie*, en 1847, contre Proudhon qui, cohérent, était hostile à la fois aux grèves et à l'organisation politique en vue de prendre le pouvoir : toute lutte de classe est une lutte politique.

"La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte (...) cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique.

*... l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. D'ailleurs, faut-il s'étonner qu'une société, fondée sur l'opposition des classes, aboutisse à la contradiction brutale, à un choc de corps à corps comme dernier dénouement ?" (Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847).*

Le succès des luttes ne se mesure pas en soi à la satisfaction ou non, en tout ou en partie, des revendications. Cela ne veut naturellement pas dire qu'on se moque des revendications, mais que les résultats sur ce plan pèsent dans une balance plus grande, qui est la balance politique :

"De temps à autres, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs." (Karl Marx, *Le Manifeste communiste*, 1848).

Après 1848, pour des raisons qu'il serait trop long d'examiner ici, le mouvement ouvrier britannique s'est en partie coupé de ces origines sans lesquelles il n'existerait pourtant pas, en ne posant plus la question du pouvoir (et de la monarchie) et en concentrant son combat sur des réformes économiques, dans une situation particulière où il pouvait en obtenir. La grève générale est revenue peu à peu en se présentant comme grève générale pour des revendications. Tel fut le cas de la grande grève des mineurs de 1926 : *"Not a second on the day, not a penny on the pay"* -pas une seconde de plus sur la journée, pas un penny de moins sur la paye. Mais cette grève qui, pendant quelques jours, s'est étendue aux autres industries, posait pratiquement la question du pouvoir politique et de la nature de la société, deux questions liées : elle dressait le pouvoir des comités syndicaux face à celui de l'État. Elle fut vaincue parce que les chefs syndicaux n'envisageaient pas un seul instant de poser les questions à ce niveau. Jusqu'à la défaite des mineurs en 1926 qui clôt une époque du mouvement ouvrier britannique, des luttes successives se développèrent dans la même direction sans régler les questions posées en 1926.

2. En France, à la fin du XIX^e siècle, le thème de la grève générale apparaît comme thème de propagande conçu par des militants anarchistes, mais aussi de courants révolutionnaires du socialisme (allemanistes, blanquistes), pour procurer aux syndicats une indépendance absolue à l'égard tant des socialistes guesdistes qui se réclamaient du marxisme, premiers organisateurs syndicaux à la fin des années 1880, que de l'État, et en général *"des partis et des sectes"* comme dira la Charte d'Amiens de 1906. Il s'agit d'une campagne idéologique, menée par le menuisier Joseph Tortelier puis par ses deux plus célèbres promoteurs, Fernand Pelloutier dont le rôle est capital dans l'histoire du syndicalisme français, et Aristide Briand promis à une grande carrière d'homme politique gouvernemental bourgeois. La grève générale définie par Fernand Pelloutier se veut non pas politique, mais antipolitique :

" ... une révolution de partout et de nulle part, la prise de possession des instruments de production devant s'y opérer par quartier, par rue, par maison, pour ainsi dire, plus de constitution possible d'un "gouvernement insurrectionnel", d'une "dictature prolétarienne" ; plus de "foyer" à l'émeute, plus de "centre" à la résistance ; l'association libre de chaque groupe de boulangers, dans chaque boulangerie ; de chaque groupe de serruriers dans chaque atelier de serrurerie ; en un mot, la production libre." (Fernand Pelloutier et Henri Girard, *Qu'est que la grève générale*, 1895).

Au moment même où elle est formulée, cette conception apparaît comme surannée. Elle juxtapose l'idéal proudhonien à la volonté prolétarienne de grève et de liquidation des patrons (alors que Proudhon, sauf dans certains de ses derniers écrits des années 1860, s'opposait aux grèves). Comment s'expliquer alors son succès en France, puis en Espagne ? C'est qu'elle permettait au mouvement syndical d'affirmer son autonomie par rapport à la "République" sous les auspices de laquelle il s'était d'abord formé. Plus précisément, elle lui permettait de rejeter les tutelles politiques et organisationnelles des socialistes tant opportunistes que doctrinaires de l'insurrection, et notamment des guesdistes qui étaient, de plus en plus, un peu les deux à la fois. En rejetant la prise du pouvoir politique aussi bien sous la forme de la victoire aux élections que sous la forme de l'insurrection armée conçue alors à la manière jacobine et blanquiste, en croyant ainsi rejeter en général la "politique" et les "politiciens", les "grèves généralistes" aident la jeune CGT à se donner les coudées franches.

Il n'y a pourtant rien à cette époque qui s'apparente de près ou de loin à une poussée vers une grève générale en France. Il y a de nombreuses grèves partielles souvent violentes

dans lesquelles le syndicalisme se rode et se forge. En fait, la thématique "grève généraliste" ne vise pas alors à une réalisation effective de ce qu'elle se représente, mais elle fournit le moteur pour l'organisation du mouvement ouvrier sur des bases indépendantes : la combinaison des unions (Bourses du travail) et des fédérations comme forme par excellence du syndicalisme confédéré (1902), l'appel effectif à la grève général, mais sur un jour et sur la revendication des 8 heures, pour le 1^o mai 1906, qui ne gagne pas sur la revendication mais qui forge la conscience de soi de la classe ouvrière et la sépare violemment des politiciens radicaux comme le président du conseil Clemenceau, un an après que socialistes et radicaux aient, ensemble, adopté la séparation des églises et de l'État, et alors que les socialistes viennent juste de faire leur unité sur la base du refus du bloc politique avec les radicaux. A ce stade, les dirigeants "grève généralistes" de la CGT, issue non seulement de l'anarchisme mais aussi du socialisme allemaniste ou blanquiste, ne parlent déjà plus le langage purement antipolitique de Pelloutier : ils présentent la CGT comme le vrai "*parti du travail*" (Émile Pouget). C'est là l'idée maîtresse de la fameuse Charte d'Amiens souvent incomprise depuis.

La grève générale a donc en France fonctionné comme un "mythe social", selon l'expression de Georges Sorel, par lequel la CGT et le syndicalisme confédéré ont pris racine. Mais le passage du mythe aux actes devait produire un éloignement des idéaux de départ du syndicalisme, en les conduisant soit à l'adaptation à l'ordre existant et à la République bourgeoise, à laquelle l'appareil de la CGT se rallie en 1914, soit, à la recherche du combat pour la prise du pouvoir et la construction de la République sociale et soviétique des travailleurs, dont la grève générale devenait alors non plus un "mythe", mais une arme et un moment parmi d'autres.

3. Ce stade plus mur et plus concret de la grève générale est celui de son retour comme arme de la révolution après qu'elle ait été dans le chartisme britannique et d'une manière très spécifique dans le syndicalisme révolutionnaire français le moyen de l'affirmation de l'organisation de classe indépendante de la classe ouvrière.

De la part de la II^o Internationale, et malgré le fait que le combat pour le 1^o mai parti des États-Unis à la fin des années 1880, affirmation du prolétariat comme classe internationale par et dans la grève, a joué un rôle important dans sa construction et son affirmation, le thème de la grève générale, à l'exception de la grève générale belge pour le suffrage universel en 1893, avait été laissé aux anarchistes. La social-démocratie allemande, construite en même temps que l'État bismarckien, ne lui avait pas accordé de place significative et lorsqu'elle l'avait rencontrée, c'était sous la forme de la propagande anarchiste contre la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière : elle l'avait donc rejetée.

Le thème est redécouvert par les socialistes marxistes russes et polonais au début du XX^o siècle. 1905 est l'année clef : Rosa Luxemburg dans *Grèves de masse, partis et syndicats*, Léon Trotsky dans *1905*, tirent les leçons de l'expérience des grèves de masse en Russie, dans laquelle l'opposition entre "politique" et "économique" des syndicalistes révolutionnaires et des disciples de Sorel n'existe tout simplement pas, ne s'est jamais posée. La grève et les élections apparaissent dès lors comme des éléments d'un combat qui est couronné par la prise insurrectionnelle du pouvoir et la destruction de l'appareil État bourgeois -couronnement qui, en théorie et en pratique, est l'œuvre de Lénine.

C'est sur cette redécouverte par les marxistes du début du XX^o siècle que l'on peut, en l'actualisant, fonder aujourd'hui une analyse de la question de la grève générale. Ces quelques paragraphes introductifs ne visaient pas à ouvrir une histoire mondiale de la grève générale au XX^o siècle, mais à situer le cadre dans lequel une analyse et donc une intervention révolutionnaires sérieuses sont possibles et nécessaires : toute lutte de classe est une lutte politique, donc toute grève, toute grève sérieuse, et par essence la grève de masse et la grève générale.

D'ailleurs, la saisie politique de la grève de masse par Rosa Luxemburg fut aussi son premier heurt avec la bureaucratie en formation de la social-démocratie et de la II^e Internationale. L'appareil des syndicats social-démocrates allemands a "verrouillé" ses positions dès son congrès de 1905 : il rejette comme "anarchiste" les grèves "sauvages" et "à la russe" qui se sont déclenchées cette année là, mais il répète à sa façon l'opposition anarchiste du "politique" et de l' "économique" en s'attribuant les pleins pouvoirs en matière de grèves "économiques" et en exigeant, par contre, que toute "*grève de masse politique*" soit décidée d'un commun accord entre la direction du SPD et la Commission générale des syndicats. Rosa Luxemburg, par contre, lie étroitement grève de masse et revendications politiques posant la question du pouvoir, et, en Allemagne, de la République et de la souveraineté populaire : elle propose, par exemple, le recours à la grève générale pour imposer le suffrage universel dans les élections à la Diète de Prusse, puis comme arme contre l'éclatement d'une guerre impérialiste.

Le débat sur la guerre est éclairant, car les révolutionnaires comme Luxemburg et Lénine font attention, dans ce débat, de parler de "grève générale" ... en général, et de brandir des mythes tels que la "grève universelle simultanée dans le monde entier" que préconisent certains anarchistes et syndicalistes révolutionnaires dont beaucoup se rallieront à l'union sacrée. Ils parlent de l'arme de la grève, politique et visant à être générale, comme arme concrète pour empêcher la guerre en allant vers la révolution en Europe, et qui demande donc des mesures de propagande et d'organisation appropriées et pas seulement de grandes déclarations ...

En fait, dans l'emploi marxiste de l'expression "grève générale", le mot "générale" ne signifie pas forcément "grève universelle", mais il signifie "politique", il signifie "grève commune et centrale", grève qui dresse la classe comme classe contre la bourgeoisie et son État, qui pose la question du pouvoir et commence à s'attaquer à sa résolution en permettant aux travailleurs de se donner leurs organismes de pouvoir *ad hoc*, du type des soviets.

Cette acception est donc éloignée de celle des traditions anarchistes et syndicalistes révolutionnaires (elles mêmes distinctes, d'ailleurs). Reconnaître l'immense importance en France d'un certain nombre de "gènes", ou si l'on préfère de données culturelles profondes, allant de l'organisation confédérée combinant unions et fédérations à une certaine spontanéité gréviste, et le rôle historique dans cette culture de ces belles figures prolétariennes que sont celles des Pelloutier et des Monatte, qui devraient être étudiées dans toute organisation politique ou syndicale ouvrières dignes de ce nom, ne signifie pas reprendre tels quels les aspects les plus faibles de leurs conceptions, qui ont certes joué un rôle à un moment donné. D'ailleurs, si cette culture s'est reproduite, ce n'est pas tant par la transmission idéologique que par la liaison entre une série de grands "mouvements sociaux" à partir de 1936 (je laisse de côté ici la vague de grèves de 1920 où la stratégie des grèves tournantes en vagues d'assaut, mise au point par la direction réformiste, d'origine syndicaliste révolutionnaire, de la CGT, a produit une grave défaite) qui ont pour point commun d'avoir *posé la question du pouvoir*, cela aussi parce que 1936 fut encore un écho à la révolution d'Octobre.

1936, 1953, 1968, 1986, 1995, 2003, 2006, la longue marche des salariés et de la jeunesse en France.

1. Déjà, au XIX^e siècle, Marx et Engels disaient qu'en France, les formes politiques issues de la lutte des classes prenaient souvent leur expression la plus pure, la plus extrême, la plus classique. Ce constat portait sur la France marquée de manière proche par la Révolution de 1789-1793. Il a pu s'atténuer quelque peu lorsque la III^e République s'est stabilisée.

Mais lorsque l'impérialisme français a vraiment commencé à s'affaiblir, dans les années 1930, il a repris toute sa portée. Sauf qu'alors ce fut avec le poids de la classe ouvrière devenue plus nombreuse, et de ses formes de lutte et d'organisation, cela malgré la politique des appareils dirigeants des syndicats, de la SFIO (PS) et du jeune PC stalinisé.

Seule cette politique put camoufler (et les livres d'histoire avec elle) le contenu des grèves de **juin 36**, en cherchant à le réduire à la revendication des congés payés faite en jouant de l'accordéon pour les bals musettes dans les usines occupées.

En fait, juin 36 fut une grève spontanée de masse, prenant toutes les entreprises à partir de la grande industrie (métallurgie, aéronautique) et touchant même les ouvriers agricoles immigrés, polonais ou "ritals", des exploitations céréalières du bassin parisien, les garçons d'hôtel de la Bourboule et les "midinettes" des Galeries Lafayette. Ce fut un mouvement d'ensemble contre les patrons et contre le capitalisme, fortifié certes par le sentiment de confiance donné par la victoire, non pas du "Front populaire" (les radicaux avaient reculé), mais des partis ouvriers PC et SFIO aux élections, ainsi que par la réunification syndicale CGT-CGTU. Comprendre ce mouvement exigeait de ne pas s'en tenir aux revendications, de ne s'en tenir ni à l'économisme, ni au psychologisme, mais de faire de la politique marxiste :

"Ce qui s'est passé ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est LA GREVE. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution" (Léon Trotsky, *La Révolution française a commencé*, 9 juin 1936).

Du point de vue marxiste, c'est-à-dire non du point de vue d'un dogme qui suivrait des textes sacrés, mais du point de vue de l'analyse du réel à partir de ses composantes les plus profondes, le contenu de la grève générale, ici celle de juin 36, n'est pas en soi dans sa "généralité", dans son extension à tous les secteurs en soi ou non. Rappelons d'ailleurs qu'en juin 36 la grève générale ne fut pas générale : il manquait les fonctionnaires et les services publics, cela en partie pour des raisons de traditions (les instituteurs, fortement liés à la classe ouvrière, estimaient qu'ils n'avaient pas à faire grève mais à garder en classe les enfants des travailleurs), et beaucoup pour des raisons politiques (le Front populaire avec les radicaux s'était scellé en 1935 en abandonnant les grévistes des services publics à Toulon et Brest, qui subirent alors une défaite dont les effets se font sentir encore en juin 36 : dans le mouvement de la classe ouvrière, défaites et victoires se cumulent).

Quel est donc ce contenu de la "grève générale" ? Il n'est pas dans le fait de croiser les bras partout. D'ailleurs, un travailleur en grève, c'est tout sauf un travailleur les bras croisés. Le contenu de la grève générale est politique au sens le plus concentré du terme : la grève générale n'est pas une grève locale sur telle ou telle revendication, bien que naturellement elle fasse éclore toutes les revendications. C'est, comme le dit Trotsky et il est difficile de mieux le dire, "LA GREVE" et non des grèves, qui pose comme telle la classe ouvrière contre la classe patronale et son État, et met au grand jour, sur la place publique, une question : qui, quelle classe, détient le pouvoir, le pouvoir politique ?

2. Juin 36 a fourni une expérience et un modèle aux luttes ultérieures, bien que dans l'immédiat le Front populaire a conduit à la défaite sociale et à la guerre. Les grèves contre l'occupation (mineurs en 41, grèves contre le STO en 42-43, grève générale à Paris durant l'été 44) contiennent la recherche de "juin 36" par le mouvement profond de la classe, contrarié ou endigué par l'union sacrée à la "Libération". Cette recherche remonte en surface dans les grèves d'après-guerre qui brisent l'union sacrée, les rotativistes en 45, les postiers en 46, Renault en 47. Les "grèves Molotov" des staliniens récupèrent ensuite en partie ce mouvement, pour le briser en divisant la classe ouvrière selon les lignes de la "guerre froide", et en provoquant la scission syndicale. La partialité des manuels d'histoire, quand ils veulent bien aborder ces faits majeurs, s'illustre en ce qu'ils donnent l'impression que les grèves ouvrières en France à cette époque étaient quasi toutes des grèves provoquées par

"les communistes" contre "le plan Marshall". En réalité, sous cette chape, le mouvement profond de la classe a fini par se retrouver et par faire sauter le couvercle.

Ce fut alors la grève générale oubliée de toutes les histoires officielles, mais bien réelle pourtant : **août 1953**.

Août 53 n'est pas parti de chez les "métallos communistes et cégétistes", mais des postiers FO et même CFTC de Bordeaux. Toute la fonction publique, sauf l'enseignement (on est en août !) entre spontanément en grève contre les décrets-lois Laniel visant à liquider les régimes de retraites. La grève prend tout de suite ce caractère politique profond, qui est celui d'une grève "générale". De nombreuses usines de la métallurgie et de la chimie, comme Michelin, comme toute la région nantaise, rejoignent le mouvement (alors que les décrets-lois ne visaient que les fonctionnaires). La question du pouvoir est posée, la grève générale en elle-même ne peut la résoudre. Dans ces conditions, le recul du gouvernement (qui va bientôt tomber) sur les retraites, victoire revendicative du mouvement, donne à la bourgeoisie, grâce à la complicité des dirigeants des partis et des syndicats ouvriers, le délai pour se réorganiser et procurer à la question du pouvoir et du régime sa solution à elle.

Cette solution sera la V^o République, issue d'un coup d'État militaire cinq ans plus tard.

3. Dans un contexte de stabilité économique et de croissance momentanément retrouvée, le régime gaulliste, fort du soutien de "la gauche" contre l'OAS et les ultras en Algérie, sort, bien qu'avec les pires difficultés, de la guerre d'indépendance algérienne et entreprend de se renforcer, de "muscler l'économie" et de "moderniser l'État" en associant les syndicats à la gestion. Tous les projets de "rénovation" des années trente, du régime de Vichy, du modernisme "mendésiste" sous la IV^o République, se fondent dans les projets associationnistes et participationnistes des années soixante, continués aujourd'hui sous les noms de "dialogue social", "nouvelle gouvernance", "réforme de l'État", etc. L'association capital-travail en est la clef de voûte ; au passage, la bourgeoisie renonce à la forme "démocratique" et parlementaire de l'État ainsi qu'à la laïcité. Un paternalisme soft mais brutal dès que l'essentiel est en jeu semble anesthésier la France.

Selon l'histoire officielle, la crise de l'UEC (Union des Étudiants Communistes) et le succès de "Salut les copains" et de Sylvie Vartan annonçaient mai 68. Il est exact que dans les années soixante, la résistance au régime gaulliste est fortement passée par la jeunesse, née après-guerre, relativement vierge des défaites et des désillusions de ses parents. Mais cet ébranlement de la jeunesse n'aurait pas été possible sans le sentiment que la classe ouvrière pouvait reconstituer ses forces, qu'elle avait certes été battue en 1958, mais pas de manière définitive car le régime avait surtout mis en place ses institutions, sans avoir pu encore briser économiquement la classe pour faire remonter le taux d'exploitation et liquider les secteurs "non rentables". Sur ce plan là, l'affrontement entre le pouvoir gaulliste et les mineurs en 1963 avait exprimé ce potentiel.

C'est la tentative de ce pouvoir d'écraser la jeunesse étudiante par la force, début **mai 1968**, permise par l'isolement de cette jeunesse envers la classe ouvrière, qui s'est retournée en son contraire. Rien ne ressemble plus à la haine "cégétiste" envers les "étudiants gauchistes" en 68 que l'hostilité, à la même date, de l'appareil de l'AFL-CIO aux États-Unis envers le mouvement de la jeunesse contre la guerre du Vietnam : l'attitude des chefs syndicaux nourris au lait moscovite et celle des chefs syndicaux nourris au lait de la CIA est profondément similaire. Mais en France, l'isolement des étudiants, ces "gosses de bourgeois", échoue. La diffusion des images de matraquages au Quartier Latin ébranle la classe ouvrière, qui veut défendre les gosses contre cette flicaille qu'elle connaît bien. Une grande journée d'action est appelée le lundi 13 mai pour contenir cet ébranlement. Dans les manifestations éclate le slogan politique : "Dix ans ça suffit", qui signifie qu'il faut chasser le pouvoir gaulliste. Ce sont ces conditions politiques qui permettent, malgré les appareils dirigeants des syndicats et des partis ouvriers, l'explosion spontanée de la grève, le lendemain 14 mai à Sud-Aviation près de Nantes, à l'initiative de militants trotskystes de FO, à Renault-Flins le 15 mai. Il y aura 8 à 10 millions de grévistes.

Relevons trois particularités de mai 68.

Par le nombre et l'extension des grèves, c'est la "grève générale" la plus générale qu'on ait connue en France, et l'une des plus fortes dans l'histoire mondiale (une telle proportion de grévistes par rapport à la population active salariée ne se retrouve guère que dans la Pologne de Solidarnosc sur l'année 1980-1981). Notons pourtant qu'elle même ne fut jamais absolument "générale". Des petites et moyennes entreprises, des stations services, continuèrent à fonctionner et une entreprise majeure au personnel majoritairement syndiqué à la CGT, EDF-GDF, continua à distribuer électricité et gaz, pour "ne pas mettre la France dans le noir", en fait par accord au sommet entre Séguy et De Gaulle (je jeune Chirac étant à l'époque leur intermédiaire clandestin).

Pour le contenu revendicatif, c'est de toutes nos "grèves générales" celle où il est impossible d'identifier une ou quelques revendications économiques dominantes, comme les hausses de salaire et le droit syndical en juin 36 ou le retrait des décrets-lois Laniel en 53. Toutes les revendications explosent, et se fondent en une "contestation" globale du régime gaulliste et de la société capitaliste. Les revendications portant sur le mode de vie, les droits des femmes, la sexualité, l'environnement, la culture ... par la suite séparées du mouvement de la classe ouvrière dans l'image officielle et médiatique de "mai 68" se sont précisément, au contraire, affirmées parce que la classe ouvrière avait arrêté la production et posé la question du pouvoir. Le fait que la grève générale ait éclaté initialement pour défendre la jeunesse étudiante est sans doute à l'origine de ce caractère.

Enfin, cette image médiatique et officielle de mai 68 justement est la plus fautive, la plus contraire au mouvement réel que fut mai-juin 68. Août 53 n'existe pas dans la mémoire officielle, juin 36 est renvoyé à une classe ouvrière préhistorique qui jouait de l'accordéon, le mégot au bec, mais il est impossible de nier mai 68, alors on en a fait un mouvement non ouvrier, sans grève mais "festif", apanage de branchés à la Serge July, une "génération" qui ne représente même pas les étudiants de 68. La promotion de cette "génération" dans les décennies qui ont suivi visait à effacer la mémoire et à nier le contenu réel de mai 68, celui d'une grève générale posant la question du pouvoir. Et pourtant, si le "mythe" est resté vivant dans les cœurs et les consciences, c'est uniquement parce que ce fut une grève générale posant la question du pouvoir.

4. Elle l'a posée, elle ne l'a pas résolue. La formation et l'unification des comités de grève pour imposer un gouvernement des seules organisations et partis ouvriers s'est dessinée, mais ne s'est pas développée, les appareils dirigeants s'y opposant fortement, et le discours gauchiste sur "le pouvoir dans la rue" s'y opposant en fait aussi. Gravement blessée, De Gaulle partant un an après, la V^o République a eu le bail pour se réorganiser et repasser à l'attaque.

Toute la décennie qui suit est entièrement surplombée par le spectre vivant de mai 68. Pour conjurer toute reprise de la grève générale, parce qu'une telle reprise chercherait directement, compte tenu justement de l'expérience faite par des millions de femmes et d'hommes en mai 68, à affronter le pouvoir central, se forme l'Union de la Gauche en 1971-1972, débouché politique aux luttes dans le cadre de la V^o République et bien entendu du capitalisme maintenus. Entre "Union, Action, Programme commun" et "Union, Action, Révolution", slogans concurrents dans les manifs, le mouvement de la classe ouvrière ne débouche pas sur l'union dans la grève pour imposer tout de suite le gouvernement de ses partis. La classe a d'ailleurs intériorisé, intégré, l'expérience de mai 68 aussi en cela que la question du pouvoir a été posée, mais pas résolue. Les travailleurs sont économes de leurs forces. A la différence des gauchistes ils ne voient pas l'intérêt de recommencer : les expériences s'accumulent et se nourrissent, mais l'histoire ne se répète pas. Cela signifie que pour que le mouvement de la classe, dans l'ensemble ascendant dans les années 1970, perce à nouveau, malgré les appareils dirigeants, sur une grève générale, il lui faut une perspective politique, un débouché.

Vers 1976-1977, quand le gouvernement Giscard-Barre contraint par la crise économique se lance dans l' "austérité" contre les salaires, contre l'emploi et contre les acquis sociaux, la possibilité apparaît que le mouvement de la classe s'intensifie et impose l'arrivée au pouvoir du PS et du PCF. Ce qui l'a évité, c'est la grande campagne de division alors orchestrée par le PCF : à l'Union de la Gauche succède la division PS-PCF qui évite aux partis de droite de perdre les législatives de 1978 -une majorité PS-PCF à l'Assemblée élue contre le président Giscard sous la pression de la classe ouvrière aurait ouvert une crise de régime. Dans le même temps, les confédérations organisent une série de grandes "journées d'action", appelées d'abord par la CGT et la CFDT dans le cadre du Programme commun, et de leur côté par FO et la FEN. Rétrospectivement, il apparaît que ces grèves d'une journée en 1976 et 1977 ont été les dernières à ce jour dans lesquelles les confédérations ouvrières ont appelé et organisé, en France, à des débrayages simultanés dans les entreprises, dans la production. A partir de 1977 elles n'y ont plus appelé.

Elles expliquent aujourd'hui que c'est parce que "dans le privé, c'est dur", qu'il y a peu de syndiqués, et ainsi de suite, mais cette passivité délibérée date d'avant la grande extension de la flexibilité, de l'externalisation et de la précarité. Celle-ci arrive justement à grande échelle, après la déception des législatives de 1978 et la défaite des sidérurgistes lorrains en 1979. La classe ouvrière commence alors à subir de graves défaites économiques.

Malgré cela, elle bat Giscard aux présidentielles de 1981. Mais la gauche arrive au pouvoir dans des conditions autres que si cela s'était produit en 1968 ou dans les années 70 ou suite aux législatives en 78. Contrairement à l'attente plus ou moins mythique de beaucoup de militants à cette époque, il n'y aura pas de juin 68 derrière la victoire du 10 mai 81. Passé une période d'équilibre (appelée "état de grâce" dans l'histoire officielle, 1981-1982) les gouvernement de Mitterrand, avec ou sans le PCF, conduiront résolument la poursuite de l'offensive anti-ouvrière. Sans "juin 68" victorieux, en toute logique ceci ramène la droite au pouvoir et provoque la percée du FN.

Cependant, **en 1986** la jeunesse explose contre les mesures provocatrices prises par la droite ramenée au pouvoir dans le cadre de la "cohabitation", et inflige un coup d'arrêt au retour pur et simple en arrière. Ce mouvement de la jeunesse lycéenne et étudiante se concentre contre le pouvoir en une manifestation nationale centrale, le 4 décembre 1986, suivie d'une répression brutale avec la mort de Malik Oussekin, qui ouvre la menace d'un mouvement de toute la classe pour protéger les gosses, à nouveau : le pouvoir doit alors retirer le projet Devaquet. Les grèves de cheminots puis d'instituteurs embrayent directement sur le mouvement des jeunes. Chirac perd les présidentielles de 1988. Mais le second septennat de Mitterrand, reproduisant, en pire, tous les traits du premier, parvient bel et bien à faire élire Chirac en 1995.

Ce n'est pas le lieu ici d'écrire l'histoire de la combinaison qui caractérise l'histoire de la France depuis quarante ans : combinaison entre la lente montée de la crise d'un régime qui n'est pas arrivé à ses fins même s'il a permis de porter de graves coups à la classe ouvrière et à la société, et le mouvement, la longue marche, de cette classe et de la jeunesse ; combinaison entre la "marche" à la crise de régime et à l'ouverture de la crise révolutionnaire. Ce qui ressort du parcours que je viens de faire à grand trait des deux décennies ayant suivi mai 68, c'est un recul économique profond de la classe ouvrière, mais toutefois sans défaite politique définitive.

5. La chute du Mur de Berlin et la fin de l'URSS en 1989-1991 étaient censées, dans le discours et l'idéologie dominants, désorienter un peu plus la classe ouvrière et la conduire à de nouvelles défaites. Ce sentiment était partagé par la plupart des militants pour qui il n'y avait "plus de perspectives" autre que le capitalisme. Ce sentiment était erroné car, mieux vaut pas de perspective manifeste qu'une fausse perspective. De plus, c'est avant la chute du Mur de Berlin et à la faveur de la guerre froide et de la division du monde en blocs que l'essentiel des attaques néo-libérales de Reagan et Thatcher ont abouti et non pas à leur

suite. Mais la déconnexion entre le soulèvement des masses à l'Est de l'Europe et les luttes de classe à l'Ouest, déconnexion qui résulte de tous les échecs des quatre décennies précédentes, a évité la conjonction entre la crise du bloc stalinien et les luttes de classes dans les pays impérialistes et a permis la "réforme" capitaliste des régimes staliniens (notons qu'en Chine, où le régime s'est entièrement maintenu, sont justement réunies les meilleures conditions pour le capital !).

Si l'on ajoute à ce sombre tableau la victoire, pourtant courte, du Oui au traité de Maastricht en 1992, alors on comprend que pour la doxa dominante, il ne devait plus y avoir de "grèves générales" en France à la fin du XX^e siècle.

Pourtant, il était visible à qui voulait voir que le recul politique de la classe ouvrière, avec la déception généralisée envers ses partis, le sentiment -juste- qu'au pouvoir, ils ne faisaient pas d'autre politique que "la seule possible" selon l'ordre en place, celle du capital, et la traduction électorale de ces processus (abstentions massives et montée résistible mais incontestable du FN), il était pourtant visible que sous cela, en 1993-1994, des mouvements de contre-attaque se mettaient en branle : grève d'Air France, manifestation laïque du 16 janvier 1994, mobilisation de la jeunesse contre le CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle de Balladur). Ce mouvement qui se cherchait a abouti, contre le plan Juppé de mise en tutelle de la Sécurité sociale et d'attaque (comme en 1953) contre les retraites des fonctionnaires, à une nouvelle figure de la "grève générale" en **novembre-décembre 1995**.

Les traits en sont très particuliers et traduisent les difficultés de la période, rencontrées par la classe ouvrière, et la manière dont elle y a alors fait face.

Première particularité : le mouvement est parti du secteur le plus concentré, qui n'est plus dans la production, mais dans les services publics ; il a pris la forme d'une grève des cheminots, portée et soutenue par tout le pays et qui, en ce sens, ne fut pas la grève des cheminots" mais "LA GREVE" de tous, car soutenue par tous.

A partir de là, la préoccupation n° 1 des directions confédérales, contraintes à une unité CGT-FO qui excluait la direction de la CFDT, était de chevaucher le mouvement en évitant qu'il ne prenne la forme d'une extension des grèves. Bien que les statistiques du ministère du Travail ait montré par la suite que la courbe des grèves avait connu un pic à la hausse dans les PME précisément fin 1995, la masse des travailleurs a assez vite intégré l'idée que la grève des cheminots et les grèves de fonctionnaires n'allaient pas s'étendre au "privé", mais que le "privé" les soutenait. Dans ces conditions, les directions CGT et FO (avec des réticences de forme de cette dernière pour les grèves "saute-mouton", mais en s'y joignant) n'ont pas eu de mal à orchestrer une tactique des "temps forts" : tous les quatre à sept jours, un "temps fort" les voyait appeler à "des grèves" (mais surtout pas à "LA grève") et des manifestations, les cheminots portant la continuité du mouvement.

Seconde particularité, qui doit être soulignée, car elle est restée obscure dans la conscience de beaucoup de participants : à elle seule, cette tactique des "temps forts" n'aurait pas abouti à autre chose qu'à épuiser les travailleurs et à une défaite en rase campagne. Ce qui a modifié les choses, c'est que toute l'énergie non mise dans une extension des grèves s'est reportée dans de grandes manifestations, qui supposaient d'ailleurs évidemment de nombreux débrayages dans tous les secteurs. L'ampleur de ces manifestations fut exceptionnelle, bien qu'elle se soit inscrite depuis dans les grands affrontements de classe en France : supérieure à mai 68, elle n'était comparable selon les services de police qu'à la "Libération", en 1944. Elles eurent effectivement un caractère "citoyens sur la place publique", ou si l'on préfère de "rassemblement au grand jour des exploités contre les exploités" et elles posaient en fait la question du pouvoir.

Le caractère de ces manifestations rejoignait aussi celui des rassemblements populaires des villes d'Europe centrale et orientale en 1989 contre les régimes staliniens : avec eux, ce furent les plus grands rassemblements publics de masse, à cette date.

Elles posaient la question du pouvoir, sans en avoir la solution : les masses ressentaient, premièrement, que la grève générale ne mérite vraiment d'être engagée que s'il y a un

débouché possible, et deuxièmement que le gouvernement des partis de gauche ou le gouvernement du PS et du PCF avait lui aussi déjà été essayé et, même si cela pouvait toujours servir de voter pour eux contre la droite, qu'il n'était pas un débouché aux aspirations d'un tel mouvement, ni une solution pour empêcher la régression sociale.

Dans ces conditions, quand Juppé recula sur une partie de son plan -celle concernant le nombre d'annuités des fonctionnaires alors maintenu à 37,5 ans- le sentiment qu'une forte défaite politique avait été infligée au gouvernement et aux patrons, une victoire sociale venant stopper provisoirement les reculs subis depuis des années, ce sentiment fut suffisant pour que le mouvement s'arrête d'un coup, les masses ayant conscience de ne pas pouvoir, dans les circonstances immédiates, aller plus loin. Elles mesuraient donc la portée de leur victoire politique, mais sans illusions sur celle de leur victoire économique toute provisoire : les salariés du privé étaient passés, eux, aux 40 annuités depuis 1993 et le plan Juppé dans son ensemble n'était nullement abrogé. Rappelons d'ailleurs que cet arrêt des manifestations fut tel que la direction de la CGT s'y est elle-même laissée prendre : elle voulut appeler à un dernier "temps fort" pour tirer le bénéfice de la "victoire" et ce fut un bide total, et oublié.

6. La victoire électorale du PS et du PCF aux législatives de 1997 faisant suite à la dissolution de l'Assemblée par Chirac fut un effet différé de novembre-décembre 1995.

L'élection d'une majorité de députés PS-PCF contre le président en place de la V^o République était la combinaison qui avait été évitée de justesse par la division PS-PCF en 1978. Mais dans l'intervalle, Mitterrand avait fait évoluer la pratique institutionnelle de la V^o République par la cohabitation. Pour ouvrir la crise, dans laquelle les masses se seraient engouffrées, il aurait suffi à Jospin de tenir sa promesse électorale : ne pas accepter que Chirac signe au nom de la France le traité européen d'Amsterdam, au lendemain des législatives, opposer au président-Bonaparte la majorité électorale parlementaire et sociale. Au contraire, il accepta, et la suite fut à l'avenant : le gouvernement Chirac-Jospin fut le plus grand privatiseur de l'histoire de la V^o République, il n'abrogea pas le plan Juppé mais l'appliqua, avec le sieur Allègre il lança un ministère ultra-réactionnaire à l'assaut des enseignants et de l'école publique, et ne concéda qu'une seule mesure de réforme allant dans le sens des revendications, à savoir l'article I de la loi Aubry sur les 35 heures hebdomadaires, le reste de cette loi consistant à contrecarrer les effets de cette réduction du temps de travail par la flexibilité, le blocage des salaires, l'annualisation du temps de travail et les cadeaux aux patrons.

En juin 36, l'arrivée au pouvoir de "la gauche" avait galvanisé la classe ouvrière. Après mai 81, ce ne fut pas le cas, mais passé l'"état de grâce" les coups portés produisirent une vague de démoralisation. Le vote de juin 97 arrive lui, après novembre-décembre 95 : c'est une classe ouvrière relativement désillusionnée et vigilante qui a ramené au pouvoir PS et PCF et qui va, de manière croissante, se heurter directement sur le terrain de la lutte des classes à leur politique durant les années suivantes. Cette contradiction culmina au printemps 2000, où furent imposés le départ du ministre Allègre et le retrait de la réforme de l'administration fiscale.

De sorte que l'effet électoral que cette politique avait déjà produit sous Mitterrand -favoriser les abstentions et le FN- se reproduisit, mais combiné cette fois-ci à une toute autre tendance, celle de la recherche malgré tout d'une expression politique à son mécontentement par la classe ouvrière, qui se traduit par les plus de 10% obtenus le 21 avril 2002 par des candidats de formations se réclamant du trotskisme. Pris en sandwich entre ces deux tendances dont il portait, par sa politique, l'entière responsabilité, Lionel Jospin était donc éliminé dès le premier tour au profit de Chirac et d'un Le Pen à 17%, comme lors des présidentielles précédentes, scores qu'il ne dépassera pas au second tour. En l'absence de tout "danger fasciste", les partis de gauche appelèrent à voter Chirac comme un seul homme et, par ce plébiscite trompeur et étrange, procuraient au capital, pour la première fois depuis 1981, une prépondérance politique absolue à tous les niveaux

aux partis de droite : en effet, le même Lionel Jospin avait modifié le calendrier électoral de façon à ce que les législatives suivent les présidentielles et se fassent dans leur ombre.

Cette droite remise en place sait ce qu'elle a à faire : affronter la classe ouvrière rapidement, "provoquer un nouveau novembre-décembre 1995 et le battre", selon une formule consciemment employée à l'UMP, à l'UDF, au MEDEF, après la réélection de Chirac.

Le terrain choisi fut celui de l'achèvement de la contre-réforme des retraites, avec la mesure à la fois économique et politique de forte portée consistant à revenir sur le seul "acquis" de novembre-décembre 1995 en faisant cette fois-ci passer les fonctionnaires à 40 annuités, et même au delà puisque fut rendu flexible l'âge de départ en retraite lui-même (loi Fillon). Chirac, Raffarin et Sarkozy pouvait s'attendre à un mouvement des fonctionnaires, ponctué d'une série de "temps forts" appelés par les directions confédérales et s'épuisant à la longue, avec organisation en cours de route de la mobilisation anti-grève de patrons de PME et autres "usagers", d'une part, et de la "concertation" avec les directions syndicales, ouvertement dans le cas de la CFDT et officieusement avec les autres. Au bout de quelques semaines, un tel mouvement pouvait être battu soit par épuisement, soit par affrontement et répression directe, selon le rapport de force et le climat général.

Les choses se développèrent en effet de cette façon au printemps 2003, sauf un imprévu de taille : la grève reconductible des enseignants, partie de Seine-Saint-Denis et se généralisant dans tous le pays début mai. Par une sorte d'instinct, car cela ne fut guère exprimé ni formulé, les enseignants ouvrirent un front qui menaçait toute la tactique gouvernementale : leur grève portait sur la question des retraites mais aussi sur celle de la décentralisation, à savoir une révision constitutionnelle permettant la différenciation des lois selon les territoires, faite en mars 2003, et entraînant le transfert des agents des lycées et collèges (TOSS) vers les collectivités locales.

Cette grève des enseignants n'aurait pas été possible sans l'expérience des luttes contre Allègre et Jospin, notamment la grève de Seine-Saint-Denis du printemps 1998 où étaient apparues des coordinations de délégués élus dans les assemblées générales et intégrant les syndicats. De plus, la "décentralisation" était un thème soi-disant "de gauche" et l'expérience de l'affrontement avec "la gauche" au pouvoir était nécessaire pour engager cette bataille à une échelle de masse.

Dans ces conditions, la grève des enseignants devint le mouvement "porteur" des "temps forts" prévus par les directions confédérales et par le gouvernement, mais dans une configuration où le "dérapage" vers la grève générale pouvait sembler plus proche qu'en 95. En effet, les enseignants, plus avancés dans l'auto organisation que les cheminots en 95, recherchèrent dans un mouvement de plus en plus politique le soutien des parents d'élèves, puis en vinrent massivement, dans des dizaines d'assemblées générales et à travers de nombreuses prises de position de sections syndicales, à la fois à exiger des directions confédérales qu'elles appellent à la grève générale et à chercher à se porter à l'entrée des entreprises, dans les zones industrielles. Dans la région rouennaise au niveau des industries métallurgiques et portuaires, dans la région clermontoise à Michelin le 13 mai et dans le bâtiment, dans la région marseillaise, aux usines chimiques du complexe de Lacq, il y eut une "poussée", mais qui ne prit pas la forme de débrayages sur le tas comme en mai 68, mais de multiplication d'arrêts de travail appelés par les sections syndicales locales. Le "temps fort" du 13 mai et la manifestation nationale du dimanche 25 mai furent les moments les plus proches, semblait-il, d'une explosion générale.

A la différence de 1995, il y eut donc affrontement croissant avec les appareils dirigeants sur cette question ouvertement abordée et débattue dans les AG enseignantes, de l'appel au Tous ensemble, donc à la grève générale. Notons que dans la coordination enseignante nationale, extension de celle du 93, une position nette là-dessus fut bloquée par Lutte Ouvrière, combattant le mouvement politique vers la grève générale exactement dans les mêmes termes que les staliniens et les dirigeants de la CGT. Cet affrontement culmina dans un meeting Thibault-Blondel à Marseille début juin, alors que le mouvement, nationalement, avait commencé à refluer : des dizaines de milliers de travailleurs badgés

CGT interrompirent Thibault et scandèrent "grève générale". Blondel, pour FO, déclarait ce soir là pour la première fois depuis le début du mouvement qu'il faudrait une grève générale, tout en donnant l'ordre au syndicat FO des Communistes de Marseille de reprendre le travail le lendemain matin ...

Le mouvement s'est arrêté de lui-même dans les premiers jours de juin, à peu près lorsque le ministre de l'Éducation nationale, qui allait bientôt être viré, dut reculer sur le transfert des services de l'orientation aux régions et ralentir la décentralisation, mais sans reculer sur le transfert des TOSS. La réalité de ce petit recul ne modifie pas l'essentiel : sur les retraites, et aussi, de manière plus contradictoire, sur la décentralisation, le gouvernement Chirac-Raffarin est "passé".

Peut-on dire, dans ces conditions, que l'objectif de la droite au pouvoir : provoquer un nouveau novembre-décembre 95 et le battre, était atteint ? En fait non.

Il suffit pour cela de comparer la situation française à ce qui reste la référence de tout libéral français digne de ce nom : la défaite des mineurs britanniques par Thatcher en 1984. Juin 2003 n'a absolument pas laissé la classe ouvrière française dans un état comparable, car elle s'est battue dans son ensemble et a plus été abandonnée, suspendue en l'air par ses organisations, que battue frontalement. Même le secteur alors le plus éprouvé, les enseignants, dont la défaite a encore pesé sur leur mobilisation en 2006, n'a absolument pas subi une défaite comparable.

Il suffit ensuite d'en voir les suites politiques immédiates (Non à la décentralisation en Corse, rassemblement du Larzac en août 2003...) et différées (majorité écrasante aux partis PS et PCF aux élections locales de 2004), ainsi que la remontée de la crise politique dans la V^e République et dans l'UMP, polarisée entre Sarkozy et Chirac, pour le comprendre.

La poussée vers la grève générale de 2003, provoquée par le pouvoir, n'a pas eu les résultats qu'il escomptait. La France reste et devient encore plus l' "homme malade" pour le capital en Europe occidentale. La situation est ouverte.

7. Je décortiquerai de plus près les événements de février mars avril 2006 dans la suite de ce texte, en repartant du cycle ouvert avec la victoire du Non au référendum de 2005, nécessaire pour en comprendre toutes les données politiques.

Si nous jetons un coup d'œil en arrière, il apparaît que la "grève générale" a vraiment été perçue comme générale, au sens de grève partout, en 36 (alors que les fonctionnaires n'étaient pas en grève) et en 68 (la plus "générale" de toutes et de loin). En 53, l'impression dominante était celle d'une montée explosive et inattendue vers la grève générale, stoppée en plein envol.

Par contre, la grève générale est vécue comme un problème depuis celle de 1995. J'écris "celle de 1995" comme si elle avait été une grève générale, car elle en avait le contenu politique. Mais, en 95 la poussée s'est rapidement arrêtée au niveau qui a été décrit. Les sociologues et autres journalistes ont inventé la théorie de la "grève par procuration" pour caractériser l'attitude des salariés des entreprises capitalistes privées (largement majoritaires) en laissant entendre que, désormais, il en serait ainsi, puisque, pour on ne sait quelle mystérieuse fatalité, la grève n'est plus envisageable dans le "privé". Notons que cette théorie de la grève par procuration enregistre tout de même la victoire politique que fut 95 pour la classe ouvrière : avant 95, "ceux du privé" étaient censés être des "battants", des "gagnants" qui en avaient marre de ces fonctionnaires toujours en grève ; désormais, il apparaissait qu'ils leur auraient "délégué" leur droit de grève et donc qu'ils les soutiendraient.

Vaste fumisterie puisque les grèves pour les salaires, ou contre les "plans sociaux", ou pour de meilleures ou moins mauvaises conditions de travail, restent courantes dans le "privé". Vaste fumisterie aussi si l'on se rappelle qu'en 36, c'était l'inverse : la grève générale a été le fait des secteurs non syndiqués dans le "privé", alors qu'avant 36 les fonctionnaires avec les salariés à statut (cheminots, mineurs) étaient seuls à avoir un taux de syndicalisation significatif. Vaste fumisterie, mais vrai problème, car si en 95 la recherche

consciente de la grève générale est restée à un niveau assez bas, en 2003 les enseignants l'ont, de manière massive, recherchée, et en 2006 la jeunesse et de larges secteurs parmi les militants tout autant, se posant à la fois le problème d'exiger des directions confédérales qu'elles y appellent, alors qu'elles s'y refusent, et d'aller déclencher des grèves directement sur place, à la porte des entreprises : c'est là le contenu des mouvements, souvent dévoyés ensuite, qui ont en 2003 porté des enseignants avec parfois des cheminots, des marins, des ouvriers, et en 2006 des lycéens parfois très jeunes, à monter des barrages routiers et des blocages de voies de communication.

La position que je défends ici est que **ce problème est politique**, que tout mettre en grève n'est d'ailleurs pas un objectif en soi, que sa réalisation et sa préconisation sont assujetties aux objectifs politiques de l'affrontement de classe, donc en dernière instance à la question du pouvoir politique. Mais dire cela ne signifie pas mécaniquement que les obstacles "économiques" ne pèsent pas par eux-mêmes. Sachant, d'ailleurs, que la politique, c'est de l'économie concentrée, il nous faut examiner l'aspect "sociologique" du problème.

Sociologie de la classe ouvrière et grève générale.

Vaste question que j'aborde ici, et ce texte ne prétend pas en faire un tour complet.

1. Derrière l'affirmation selon laquelle les grèves à contenu revendicatif national (autrement dit les grèves "politiques" et les grèves de solidarité), voire les grèves tout court parfois, ne sont plus possibles dans le "privé", ce "privé" qui rassemble la grande majorité de la population active, la position la plus logique et la plus conséquente est au fond celle selon laquelle il n'y aurait plus, tout simplement, de classe ouvrière.

Voyons quels sont les arguments économiques "objectifs" pour une telle position.

La classe ouvrière productive (productive de valeur et de plus-value) n'est plus concentrée, mais elle est dispersée dans des ateliers reliés entre eux par l'informatique (économies d'échelle au sein des grandes entreprises, mode toyotiste de production ayant succédé au mode fordiste-tayloriste) et dans une multitude de PME (petites et moyennes entreprises) par l'externalisation et l'organisation des firmes en réseaux. Notons que cette dispersion de la classe ouvrière n'est pas du tout contradictoire à la concentration réelle du capital et du pouvoir de décision lié à l'actionnariat prépondérant.

Ce premier argument n'a aucune portée "objective", puisque ces travailleurs ainsi dispersés et éclatés, atomisés, continuent à produire de la valeur et de la plus-value, donc à reproduire le capital. La force de l'argument porte donc seulement sur le contenu "subjectif", à savoir que les travailleurs ainsi dispersés ont largement perdu leur "vieille" conscience de classe. C'est vrai, et c'est d'ailleurs surtout pour ça que ces changements dans l'organisation du travail, de la production, des transports et des échanges sont intervenus. Cela dit, les conditions réelles de leur exploitation tendent à la fois à les opposer les uns aux autres en tant que vendeurs individuels de leur force de travail, et à nouveau, nécessairement, à les unir contre le capital.

Deuxième argument : la majorité des salariés ne produiraient plus de biens matériels porteurs de la valeur et de la plus-value réalisable sur le marché, mais fourniraient des "services" dans une société "post-industrielle". C'est la conséquence inévitable -et pas nouvelle- de la hausse de la productivité du travail humain et de l'augmentation exponentielle de la production de plus-value relative.

Le point de vue libéral rejoint ici le point de vue ouvrier "vieux-stalinien" pour qui le prolétaire doit avoir un bleu de travail et du cambouis sur les mains. Seulement, il faut rappeler, premièrement que la situation de prolétaire, à savoir le fait d'être obligé pour vivre de vendre sa force de travail contre un salaire, est commune à la très grande majorité de tous les salariés, cambouis sur les mains ou pas ; et deuxièmement que la circulation de la

plus-value ainsi que l'entretien et la formation de la force de travail elle-même font nécessairement partie de la production capitaliste elle-même. Que le salariat ne soit plus industriel (ou agricole) dans sa majorité ne change donc pas le fait qu'il s'agit toujours ici de la classe ouvrière.

Je préfère en effet le terme "classe ouvrière" (après avoir oscillé pendant des années dans le vocabulaire) à "classe salariale", en précisant qu' "ouvrier" ne signifie pas ici forcément "travailleur manuel", mais personne qui doit "oeuvrer" en vendant sa force de travail pour vivre. C'est le cas de l'écrasante majorité des salariés, mais ce n'est pas le fait d'être salarié qui caractérise l'appartenance objective à la classe ouvrière, c'est le fait de devoir vendre sa force de travail pour vivre : les chômeurs, les jeunes en formation s'ajoutent donc ici aux salariés (actifs ou retraités) proprement dit. De plus, un petit nombre de salariés reçoivent un "salaire" qui masque une forme d'appropriation d'une part de plus-value (certains cadres et hauts fonctionnaires). Mais surtout, les mots ne sont pas neutres : pour oeuvrer à la constitution ou à la reconstitution de la classe ouvrière en classe pour soi il est bon d'employer les mots "classe ouvrière", qui ont au moins le mérite d'interpeller et de demander des explications fort utiles.

Un troisième argument économique est parfois employé pour nier l'existence actuelle de la classe ouvrière. C'est l'argument selon lequel la socialisation de la production serait telle que la valeur et la plus-value seraient le produit global de la société et non de telle ou telle classe. La différenciation de la société en classes, contre toute réalité, est ici niée. Dans cette théorisation, le "travail intellectuel immatériel" serait en lui-même productif. Cette croyance réunit les plus romantiques des *golden boys* de la Bourse posés devant leur écran au gourou de l'ultra-gauche et de l'altermondialisme Toni Negri : la classe ouvrière est tellement partout qu'elle finit par ne plus être nulle part. Il n'y a donc plus de capital à exproprier et socialiser, et encore moins de pouvoir politique à renverser et à prendre. Le grand gourou de l'ultra-gauchisme altermondialiste absolu a donc, fort logiquement, fini par appeler à voter Oui au Traité constitutionnel européen et par s'énerver contre ces français archaïques et nationalistes aussi fort que n'importe quel petit gourou de la Bourse !

2. À l'inverse des théories dont il vient d'être question, il convient de rappeler la réalité. L'écrasante majorité de la population ressort du "salarial" et ce salariat correspond à la classe ouvrière telle que je viens de l'envisager. Le problème ne ressort donc pas de l'objectivisme sociologique, mais bien du subjectif, donc en dernière analyse du politique.

Or, c'est ici que les théoriciens de la disparition de la classe ouvrière ne veulent plus entendre les cris du monde réel. Car, si celle-ci a disparu, comment expliquer qu'en France toute l'histoire politique, institutionnelle, administrative, idéologique, au moins des quarante dernières années, mais aussi tout particulièrement des toutes dernières années, des années actuelles, ne puisse absolument pas être comprise si on ne la rythme pas par les mouvements de 1968, 1986, 1995, 2003, 2006 (en remarquant d'ailleurs que chronologiquement, ils se rapprochent !!) ? Il ne reste alors que l'idéologie pour expliquer le réel.

C'est-à-dire qu'au lieu d'appeler lutte des classes la lutte des classes, on appelle "résistance au changement", "peurs et incompréhension", voire "réaction nationaliste" ces mouvements d'en bas que l'on ne veut pas voir, de peur de les prendre dans la figure, comme ce qu'ils sont : les mouvements de la classe ouvrière.

C'est le mouvement de la classe ouvrière en France lui-même qui a fait 68, 95, etc. et c'est donc lui qui pose la question de la grève générale. Qu'il soit capable de la réaliser ou non est une autre question, mais c'est également lui-même qui la pose, qui se la pose.

La classe ouvrière existe comme classe pour soi, à travers sa lutte, son mouvement propre et ses organisations. Toute l'histoire réelle, substantielle, de la France (et des autres pays) est faite de ce combat.

C'est justement pour ça qu'on ne peut se contenter de dire "salarial majoritaire, gauche et mouvement ouvrier sociologiquement majoritaires en France" et hop là le tour est joué.

Car, non, le tour n'est pas joué. Cela ne suffit pas. La classe ouvrière par définition n'est rien : c'est l'ordre naturel des choses. Majoritaire, elle ne le sait pas et n'en use pas. Quand elle cesse d'être rien, elle est rapidement ce qu'elle est réellement en puissance : tout. Le passage du "rien" au "tout" est bien exprimé par la recherche de la grève générale que certains de ses secteurs ont tenté ces dernières années. Car si les secteurs productifs dans les PME entraient dans une telle lutte, ils seraient tout, très vite : ils ouvriraient une crise révolutionnaire majeure. C'est aussi pour ça qu'il ne doit pas en être question et qu'il doit être entendu que c'est une affaire dont il vaut mieux ne même pas parler.

Et pourtant ... le samedi 26 mars 2006 au matin, c'était un Stéphane Paoli qui, sur les ondes, disait que l'odeur de la grève générale flottait dans le pays -alors même que Bernard Thibault et Maryse Dumas martelaient qu'il n'en était pas question, qu'il n'en serait jamais question. Pour que cette odeur ait été sentie par les journalistes bien pensants, faut-il donc qu'elle ait été prégnante ? Est-ce donc une chimère qui a fait reculer le gouvernement sur le CPE ? Allons donc : les vrais chimères sont le fait de ceux pour qui tout doit éternellement rester immobile.

La grève générale est une question non pas d'immobilité, mais de mouvement, une question dynamique, une question politique.

3. Comprendre cela ne dispense pas mais prescrit d'examiner à quoi ressemble cette classe ouvrière dans son état statique de classe en soi, et non de classe pour soi, état statique est son état "normal". Cet examen est nécessaire pour cerner les difficultés, les points forts, les faiblesses et les obstacles. A condition toutefois de savoir que cet état statique n'est pas si "normal" que cela, puisque l'histoire en général, l'histoire de ces dernières années en particulier, est faite uniquement de ses transgressions. Faire de cet examen un absolu revient à vouer un culte à l'impuissance. Mais ne pas le faire revient à plonger dans les profondeurs sans équipement et à se noyer très vite.

Sans faire ici un examen sociologique, allons droit au but : beaucoup de militants syndicaux vous diront que la grève générale est peut-être une belle idée mais qu'elle est irréalisable à cause de la situation dans les PME.

Ce jugement est démenti, certes, par l'histoire : les situations dans lesquelles seule une minorité de la classe est syndiquée, et où cette minorité est relativement privilégiée, alors que la majorité est précarisée, sont les situations normales à l'échelle de l'histoire et de la lutte des classes mondiales : qu'on songe à la partition de la classe ouvrière britannique au temps des vieilles *Trade Unions*, entre une minorité à statut et une majorité inorganisée, comportant beaucoup de femmes, les Irlandais, etc. ; ou à la situation de la classe ouvrière américaine où cette division a atteint son maximum au début des années trente, l'AFL ne syndiquant alors pratiquement qu'une main-d'œuvre qualifiée masculine, blanche et anglo-saxonne ; ou à la partition traditionnelle du salariat japonais entre les employés des *Zaikai*, les grandes entreprises censées échanger l'emploi à vie contre le dévouement total, et le secteur informel des sous-traitants ; etc., etc.

Les "grèves générales" et les grèves en masse ont souvent consisté, justement, dans l'irruption de telles couches sur la scène, avec parfois leur syndicalisation, plus ou moins durable d'ailleurs (la CGT en 1936 passe de 400 000 à 5 millions de membres, atteignant son record historique ; création du CIO aux EU dans les mêmes années ; le développement de la CUT au Brésil, de la FKTU en Corée du Sud, des syndicats sud-africains, dans les 25 dernières années, a reproduit certains de ces traits ...).

Mais dire tout cela ne suffit pas, il faut caractériser plus précisément le problème du salariat de certaines PME dans son contenu sociopolitique présent. Il y a toujours eu des PME traditionnelles, peu syndiquées, mais aux travailleurs susceptibles d'être entraînés ou de sympathiser avec un mouvement d'ensemble. Ce n'est pas tellement de celles-ci qu'il s'agit ici, ni des très petites entreprises artisanales. Il s'agit des PME formées dans le cadre des changements d'organisation du capital depuis trente ans, sous-traitantes et soumises à des donneurs d'ordre, techniquement modernes, fonctionnant à flux tendus. Des équipes de

5-6 à trente-quarante salariés y travaillent dans une précarité qui n'empêche pas, au contraire, une forte individualisation des salaires avec la possibilité pour certains de "bien s'en tirer". A tort ou à raison (et souvent à raison, d'un point de vue immédiat), ils pensent que s'ils font grève, ils se tirent une balle dans le pied puisque d'autres, les concurrents immédiats qu'ils connaissent souvent fort bien, vont prendre le marché ou rafler la commande. L'autoritarisme des petits chefs est inextricablement mêlé à des relations de "copinage", de tutoiement, de fausse fraternité. Stressés, névrosés, portés à l'alcool, ces jeunes travailleurs sont contraints pour survivre et pour fonctionner comme producteurs de capital d'intérioriser l'idéologie de l'entreprise, de faire plus ou moins corps avec le "chef", et de tenir un discours agressif qui les maintient dans leur situation et refoule leurs doutes et leurs rancœurs. Idéologiquement et politiquement, si l'on s'en tient au discours immédiat, on peut facilement être épouvanté de leur fréquentation et en déduire que "les jeunes ouvriers votent Front national" et sont des petits fachos. C'est ignorer l'extrême volatilité des convictions chez eux, qui peut passer du racisme avoué à la haine de classe contre les patrons en un tournemain, puis régresser à nouveau, et ainsi de suite.

Remarquons que le fait que le discours idéologique quotidien soit "pire" parmi les couches les plus exploitées que parmi les couches relativement protégées n'est pas non plus une originalité historique. Les salariés à statut et syndiqués sont, comparativement à ceux-ci, des gens policés et "civilisés", "progressistes". Ils ne vivent pas la violence quotidienne des rapports sociaux et des rapports humains dans les secteurs précarisés, souvent plus soumis aux préjugés ethniques et religieux. La formation, par le travail clandestin et la législation anti-immigrés, qui n'a jamais eu pour but d'empêcher ou de ralentir l'immigration mais seulement de fractionner la classe ouvrière, de couches surexploitées en butte au racisme, complète le tableau. Dans l'agriculture, la confection, le nettoyage, ces couches là sont soumises à une exploitation qui vise directement, comme dans les pays les plus pauvres, à l'extraction de plus-value absolue par la prolongation et l'intensification du travail.

La situation de ces couches est un produit historique, politiquement construit dans les années 1980-1990, surtout dans les années 1980. La montée du chômage, de la précarité et de l'externalisation de la production et du transport est allée de pair avec la déception de "la gauche au pouvoir" et cette génération est le fruit combiné de cette situation. Il n'y a donc aucune raison de peindre les choses en rose, mais pas non plus de noircir le tableau : depuis quand l'exploitation capitaliste quotidienne aurait-elle façonné des mentalités portées à la fraternité ? C'est la lutte contre cette exploitation qui constitue la classe comme classe pour soit ; et cette lutte ne naît pas de bons sentiments, mais des conditions objectives d'existence. La violence des rapports sociaux et l'expression brutale des préjugés dans le monde des PME est en fait à la mesure de ce qu'elle sert à recouvrir : l'imminence explosive de la révolte contre ces conditions.

Le facteur majeur d'optimisme réfléchi qu'apportent les dernières années est l'intervention de la jeunesse, dans la crise récente du CPE, pour commencer à s'adresser à ces couches sociales, car ce n'est pas une intervention extérieure. En effet, la jeunesse, notamment la jeunesse étudiante, est massivement concernée par les petits boulots précaires. Entre la jeunesse étudiante, la jeunesse des banlieues qui s'est révoltée de manière souvent aveugle et improductive à l'automne 2005, et la jeunesse ouvrière, la porosité est croissante. Même des PME sous-traitantes avec de jeunes ouvriers qui suivent leur chef et votent FN, situation qui n'est tout de même pas généralisée, ni jamais aussi simple, ne sont pas imperméables à la mise en mouvement de la majorité de la jeunesse contre le patronat et son État qui s'est produite au printemps 2006. Depuis plusieurs années d'ailleurs, les principales luttes dans ces secteurs, de Pizza-Hut aux mouvements de stagiaires, sont venues par la jeunesse mi-scolarisée mi-employée précaire.

Il faut, de plus, comprendre que dans ces boîtes là, la réalité économique du capitalisme elle-même fait qu'il n'est pas si logique que cela de se mettre en grève contre le "chef", le patron qu'on a sur le dos et que l'on côtoie. La réalité pousse à des heurts fréquents et violents avec eux, non comptabilisés dans les statistiques officielles des conflits sociaux.

Mais arrêter la boîte c'est la couler par rapport aux concurrents, et le chef qu'on a sur le dos toute la journée bosse souvent autant ou plus que "ses" gars. Il ne garde pas la plus-value qu'il fait produire, celle-ci par le jeu des prix, des commandes et des intérêts bancaires va au capital de plus grande taille, dans le cadre du taux général de profit. Se révolter contre leurs conditions de vie et contre l'ordre social n'est pas du tout une idée étrangère aux employés et ouvriers de ces PME, loin de là. Mais toute grève autre que ponctuelle et liée à un conflit, à une revendication très précise, de leur part (et même ces dernières grèves dès qu'elles auraient tendance à s'approfondir) ne sera pas une grève contre leur petit chef de boîte, mais contre le "système", contre la classe capitaliste dans son ensemble.

Cela veut dire, et je l'ai entendu dire de jeunes ouvriers et de délégués de petites boîtes pendant la crise du CPE, que *"la grève générale, les gars en parle, mais c'est : ou tout le monde ou personne !"*, et bien sûr, il faut que les frères ennemis des boîtes concurrentes soient en grève aussi. S'ils en parlent, ce n'est pas qu'ils auraient été touchés d'une façon ou d'une autre par telle ou telle propagande ou telle ou telle idéologie.

C'est que la grève sérieuse dans les PME du capitalisme mondialisé organisé en réseau, est bien plus qu'autrefois une grève "générale" par essence, ou elle n'est pas. L'obstacle initial est donc plus lourd que dans une entreprise fordiste d'il y a cinquante ans, mais une fois le mouvement engagé, sa charge explosive est démultipliée. Donc de telles grèves de masse sont concevables par sites, par zones géographiques, et en même temps par branches similaires dans les chaînes de production et de distribution. Un tel mouvement aurait sans doute des allures de raz-de-marée, évoquant plus un juin 36 moderne qu'un mai 68. Il opérerait rapidement une sélection brutale entre la majorité révoltée et ceux, notamment parmi les cadres commerciaux surexploités mais idéologiquement aliénés, qui choisiraient le camp des patrons. Une partie des plus petits patrons et des "chefs" de base serait, inversement, probablement entraînée avec la classe ouvrière. Inutile de dire que les affrontements seraient rapidement physiques.

Enfin, si l'on termine ces considérations par un rapide coup d'oeil sur les couches de fonctionnaires et de salariés à statut fortement syndiqués, un autre indice d'optimisme est que la tendance au repli sur elles-mêmes (le "corporatisme" syndical) a été, ces dernières années, fortement contrebalancée par la tendance à se tourner vers les couches plus exploitées en allant les chercher, en allant, concrètement, à la porte des entreprises ou sur les ronds-points et les sites industriels, de la part des enseignants lors des grèves de 2003, leçon que la jeunesse, plus efficace pour ce faire, a reprise et amplifiée en 2006. Cette attitude a de fortes bases objectives : rares sont les profs qui n'ont pas d'enfants ou de parents précaires, et ceux du 93 n'avaient pas d'autre choix vu le milieu de leur travail et de leurs élèves que de se tourner vers ces couches. Cela ne veut pas dire que l'attitude contraire, de repli corporatif, n'existe pas aussi et parfois en même temps. Une forme de ce repli peut d'ailleurs consister dans la fausse "ouverture au monde" par le biais d'une idéologie "altermondialiste" et "antilibérale", mais c'est là un point que je ne développerai pas ici pour ne faire de longueurs inutiles ...

4. Compte tenu de l'ensemble des conditions sociales et politiques qui ont été résumées dans tout ce qui précède, refaisons l'histoire avec des "si" : "si" les confédérations ouvrières avaient appelé à la grève générale et cherché à la déclencher dans les entreprises et sur les sites industriels, zones commerciales et zones d'activité, à certains moments précis (notamment entre le 28 mars et le 4 avril 2006), la grève avait toutes les chances de démarrer réellement dans plusieurs boîtes et, à partir de là, de s'étendre comme un incendie. Ce n'était donc pas une utopie et c'est la responsabilité des directions qui est en cause.

L'obstacle constitué par la politique des appareils syndicaux est un obstacle au fond politique, mais il faut saisir ses manifestations concrètes, il ne suffit pas de dire "les dirigeants doivent appeler", car les militants syndicaux, les délégués dans les boîtes, sont un relais essentiel de tout mouvement important, autant qu'ils peuvent être des obstacles

déterminant : ils sont à l'interface des problèmes, cadres organisateurs des travailleurs d'un côté, relais des appareils de l'autre. Il est donc important de connaître les facteurs qui les ont "formatés" et qu'il faut surmonter.

Depuis 1977, il n'y a eu aucun appel intersyndical à une journée générale de grève. Les journées d'action concrètement comportent des appels à la grève dans la fonction publique, des appels le plus souvent très partiels dans les "entreprises nationales" comme la SNCF et EDF-GDF, et des appels à "des arrêts de travail" dans les entreprises privées. De sorte que, depuis deux décennies et demi, les bataillons de grévistes sont fournis par des fonctionnaires, rejoints lorsqu'il y a manifestations par des retraités et des groupes venus d'entreprises privées de taille grande ou moyenne, composés de délégués syndicaux, souvent non grévistes mais prenant sur leurs heures de délégation, et de grévistes ponctuels sur une, deux ou quelques heures. L'appel commun dans les entreprises à la grève sur une cause commune -retrait d'une mesure, hausse générale des salaires, solidarité ...- a été abandonné de fait par les confédérations syndicales à la fin des années 1970, et cet abandon a précédé la grande vague de précarisation et d'externalisation.

Les délégués dans les boîtes, par exemple ceux des fédérations de la Métallurgie CGT (le fait est que c'est essentiellement la CGT qui est ici concernée, mais beaucoup de délégués FO ou CFDT, lorsque ceux-ci sont de vrais délégués syndicaux et pas des hommes de paille du patron, sont dans le même cas) ont reçu une formation de la part de leurs organisations allant à l'encontre de la solidarité non seulement interprofessionnelle, mais souvent à l'encontre de la solidarité de branche. Ils sont rarement réunis ensemble, dans ces cas là sous contrôle de l'appareil, pour faire le constat de ce que "les gars sont durs, durs, à mobiliser", de plus en plus souvent au niveau des sites d'une même entreprise. Non seulement les appareils syndicaux, depuis 30 ans, ont décidé de fait de ne plus appeler à des grèves à l'échelle interprofessionnelle, mais avez-vous vu des grèves de la métallurgie par exemple ? Ce qui existe, ce sont des journées d'action sans grèves, avec des meetings, des pétitions, des stands et autres, et beaucoup de blabla. Parfois même des sondages ! Il y a naturellement des exceptions et des différenciations. Dans le bâtiment, il existe une certaine volonté de mener des actions de branche, qui s'appuie sur l'existence de quelques syndicats locaux réellement implantés. Mais la consultation, par exemple, des sites Internet des fédérations CGT de la Métallurgie et de la Chimie est accablante. Derrière la prétention à être le gros syndicat des gros bataillons de la classe ouvrière, prétention de plus en plus mythique et dérisoire, la réalité de la vie des métallos ou des ouvriers et techniciens de l'industrie chimique est absente. Vous cherchez par exemple en vain sur le site fédéral de la CGT Chimie des échos des grèves importantes, et en partie victorieuses, chez Total et dans les raffineries depuis un an !

Bref, les appareils ont systématiquement cultivé le "boite par boite et entreprise par entreprise". Mais en même temps, les délégués, dans les boites où il y en a, jouent encore un rôle fondamental. Ils sont souvent des références, ils représentent la défense collective mais aussi le seul appui pour des milliers d'actes de défense individuelle, ils rendent plein de petits services alors que souvent, on sait que s'ils ont des heures de délégation, ils n'ont pas d'avancement. Ces délégués ne se trouvent pas dans les PME dont il a été question ci-dessus, mais soit dans des entreprises de grande taille qui font référence (Peugeot, Michelin, Renault ...), soit dans de nombreuses entreprises de taille moyenne qui, à l'échelle d'un bassin d'emploi, sont les boites "phares". La preuve qu'ils embêtent les patrons est la répression dont ils sont souvent l'objet, bien que les patrons sachent aussi les entretenir à coup d'heures de délégation et les isoler de leurs collègues. Mais dans beaucoup de cas, les mesures d'externalisation des différents services d'une entreprise ont eu précisément pour but de couper ces délégués du gros des troupes, de les isoler dans le site central en organisant le désert syndical et la concurrence entre salariés dans les autres sites.

Lors des poussées vers la grève en 2003 et en 2006, plus qu'à des débrayages dans des PME directement liés au mouvement, exceptionnels -par contre il y a eu des pics de grèves sur des revendications salariales au même moment- c'est à une forte augmentation du

nombre et de la durée des débrayages dans les boîtes ayant encore des délégués que l'on assisté lors des "temps forts", au point de toucher la majorité du personnel dans certains cas. C'est sans doute cela que nous avons derrière des chiffres -importants- tels que les 37 000 grévistes le 28 mars, puis 45 000 le 4 avril, sur les 140 000 travailleurs de la métallurgie du Nord-Pas-de-Calais, que donne Nicolas Dessaux.

J'ai pu observer, en 2003, la manière dont les délégués CGT et FO sur les entreprises de Moulins, en une quinzaine de jours et sous l'influence du combat que nous menions pour populariser la bataille et étendre la grève tout en s'adressant aux directions syndicales, sont passés d'un scepticisme à demi hostile à un espoir allant de l'avant, qui allait avec la montée de débrayages à répétition, sans déboucher sur la "grève générale" car la question était nationale et politique. Ces délégués peuvent donc pencher dans le bon sens, comme ils peuvent être les pires relais de l'appareil. Les pires sont cependant en général, plutôt que les délégués qui ont encore un pied dans les boîtes, les permanents locaux et fédéraux. Ceux-là ont bien répété leur leçon en mars 2006, tenus par la nécessité de garder leur place dans l'appareil en plein congrès : "Jamais la CGT n'a appelé à la grève générale, sauf en 1944 " (c'est faux : elle y a appelé ... en 1906, mais n'espérons pas de bons cours d'histoire syndicale de la part de l'appareil !), "Les mecs qui appellent à la grève générale ne connaissent rien aux entreprises" (Pas de complexes, camarades ! Ces permanents ont le faux look prolo mais ils sont encore moins dans les boîtes qu'un prof de banlieue !), "Les assemblées générales, c'est bon que pour la parlotte", et ainsi de suite.

Pour donner confiance aux délégués et combattre la rhétorique de ce type de responsables, il ne sert d'ailleurs à rien de parler de "grève générale" ... en général. Dans les moments les plus forts du mouvement contre le CPE, la question était concrète : est-ce qu'on peut appeler à une AG -une vraie AG, pas un colloque de 30 profs, 10 chômeurs et 3 intermittents, évidemment- dans telle ou telle entreprise, est-ce qu'on peut bloquer l'accès routier avec les jeunes dans telle zone industrielle pour créer un attroupement des personnels de telles ou telles boîtes, où faire des piquets, voilà les questions concrètes dans lesquelles les permanents qui savent ne veulent surtout pas rentrer, car elles leur flanquent une sainte trouille !

La ligne des appareils envers les déserts syndicaux des PME est d'en parler beaucoup, pour expliquer aux autres secteurs que "c'est dur", d'y aller beaucoup moins. Une stratégie de construction syndicale dans ces secteurs devrait prendre en compte trois données :

1) Ce n'est pas boîte par boîte qu'en général la percée peut se faire, mais par paquets de boîtes, ce qui suppose un vrai travail d'unions locales.

2) Attention cependant, s'il faut des unions locales, indispensables pour unifier, protéger, assurer un service juridique, défendre les immigrés et sans-papiers ... par contre les "syndicats de site", dernière trouvaille de Montreuil, sont une réponse fautive et dangereuse car elle vise à dissoudre le syndicalisme de branche, à faire le jeu de l'éclatement des conventions collectives, à promouvoir les pseudo-négociations locales avec les Chambres de Commerce et d'Industrie (par exemple, pour mettre en place la "sécurité sociale professionnelle" version Sarkozy, à savoir les Contrats de Transition Professionnelle) et elle n'a pas l'efficacité qu'on lui prête : en effet, dans des PME sous-traitantes mises en concurrence les unes avec les autres par le donneur d'ordre, toute action syndicale efficace suppose au contraire une organisation de branche, allant contre la concurrence des travailleurs des différentes boîtes, les uns contre les autres. Le concept montreuilien du "syndicat de site" s'oppose en fait à la bonne vieille tradition du syndicalisme confédéral, celle de l'association entre unions et fédérations.

3) Le lien et la voie de pénétration que constitue la jeunesse étudiante et précaire, susceptible de construire de véritables ponts vers les PME.

Mais il est essentiel de comprendre que la question n'est pas de pure technique syndicale. Il y a dans les syndicats des milliers de militants qui réfléchissent à ces questions et qui voient ces problèmes, et, question pure "technique syndicale", la compétence en soi

se rencontre souvent ... à la CFDT ! Si ces militants ne font pas ce travail, ou qu'on ne leur en donne pas les moyens, c'est pour des raisons politiques. La clef de voûte de toutes les limitations psychologiques et résistances bureaucratiques dont je viens de parler, chez les délégués, puis chez les permanents locaux et fédéraux (que je ne range pas sous la même enseigne en règle générale ...), est politique. Si Thibault s'est opposé frontalement et aussi habilement à la grève générale en 2003 et en 2006, ce n'est pas parce que la grève générale ne lui plaît pas. C'est parce qu'il n'était pas question de chasser le pouvoir en place.

La mobilisation générale contre le CPE.

L'examen précis de la mobilisation de février, mars, avril 2006 montre fort bien que si la grève générale est possible, elle ne l'est pas pour elle-même mais uniquement en fonction des objectifs et perspectives politiques.

1. Cet affrontement a été provoqué par le gouvernement, mais à la différence de 2003, il n'a pas été calculé délibérément et a surpris De Villepin.

Le reflux après 2003 avait instauré une situation dans laquelle la résistance et la tendance à la contre-offensive de la classe ouvrière se sont pendant deux ans peu manifestées sur le terrain des grèves. Elles se sont manifestées dans la défaite de la droite aux élections régionales et cantonales de 2004, et surtout dans la victoire du Non au référendum sur la "constitution européenne" en 2005, cuisante défaite de la bourgeoisie française, mais défaite en apparence uniquement "politique" et non pas "sociale".

La situation ouverte le 29 mai 2005 était en fait porteuse d'une explosion, car un tel rapport de force politique, opposant la classe ouvrière au capital et à ses propres directions (rappelons que le basculement vers la victoire du Non n'a été possible que par un affrontement violent dans l'appareil de la CGT lors du CCN de février 2005 et par la "sortie au grand jour" du « Non socialiste »), devait se traduire sur le terrain social ou être brutalement liquidé sur ce même terrain. Le pilier du régime, Chirac, subissait un plébiscite à l'envers annulant partiellement l'effet politique de son score du 5 mai 2002. Le déséquilibre politique et institutionnel qui en résultait ne pouvait durer longtemps. D'où le caractère de "fuite en avant" du gouvernement De Villepin-Sarkozy constitué le lendemain et de sa politique, prenant par ordonnances une série de mesures de liquidation du Code du travail dont le cœur était, et reste, le CNE, "Contrat Nouvelles Embauches" instaurant le licenciement sans motif dans les entreprises de moins de 20 salariés.

Or, ces mesures sont passées, comme dans une course de vitesse. La formation d'un mouvement général de la classe ouvrière à l'automne 2005 a été empêchée par les appareils dirigeants, à commencer par celui de la CGT dont des sections locales étaient à l'initiative des puissantes grèves des marins de la SNCM, des traminois à Marseille, Nancy et d'autres villes, des ouvriers et techniciens des raffineries. Toutes ces grèves ont été isolées et De Villepin a battu frontalement celle des marins de la SNCM. La "journée d'action" du 4 octobre, où la revendication de retrait du CNE ne fut pas avancée au niveau national, prit figure de dernier mouvement national avant ... longtemps. Dans le vide ainsi créé, la tension sociale fut exprimée par les émeutes entre jeunesse des banlieues et police de Sarkozy.

Du point de vue de De Villepin qui n'était absolument pas isolé -Sarkozy avait au nom de l'UMP préconisé la même politique, le MEDEF la demandait- le CPE, non indispensable en toute rigueur d'un point de vue strictement économique pour faire monter le taux de plus-value, était le cœur d'une nouvelle phase d'agression sociale visant la jeunesse, se présentant comme la "réponse" aux émeutes des banlieues. D'où la forme particulière prise par cette mesure, consistant dans un amendement à la loi Borloo sur l' "égalité des chances", loi qui comportait et qui comporte déjà l'apprentissage à 14 ans et, par un autre amendement, le travail de nuit dès 15 ans.

Entraîné par son propre affrontement avec Sarkozy, De Villepin considérait sans doute cet ensemble dont le CPE était le cœur comme une sorte de "coup de grâce" devant

matérialiser pour le patronat une victoire sociale modifiant les relations politiques manifestées lors du 29 mai 2005, et sur cette base ouvrir pour sa personne le chemin de la présidentielle.

Il est important de comprendre que la lutte des classes est une chose dynamique, faite d'avancées et de reculs qui se combinent. Entre le 29 mai 2005 et l'affrontement sur le CPE, il y a tout ce que l'on veut sauf une montée impétueuse et continue de la classe ouvrière. Il y a eu, au contraire, un bref moment de "sidération" de celle-ci, d'inquiétude, où le gouvernement, grâce aux appareils syndicaux, remportait pour la première fois une victoire dans un affrontement frontal à Marseille contre les grévistes de la SNCM. Bien entendu, tout cela provient du rôle des appareils dirigeants, attachés à la préservation de l'ordre établi. Mais De Villepin pouvait espérer, et tel était sa ligne politique, imposer des rapports de type "thatchériens" se passant pour un temps du "dialogue social" en faisant passer les appareils syndicaux du statut de béquilles nécessaires à celui de carpettes finales. D'où la double stratégie du pouvoir : d'un côté, poursuite du "dialogue social" notamment autour du thème, fourni obligeamment par la direction de la CGT, de la "sécurité sociale professionnelle" et de la "sécurisation des parcours professionnels", de l'autre, "passage en force", selon l'expression outrée des mêmes dirigeants bien obligés de l'employer. La combinaison des deux devait déboucher, vers mai-juin 2006, sur la destruction du statut salarial fondé sur le Contrat à Durée Indéterminée.

Avec la réalisation d'un tel programme se serait achevée la contre-offensive politique de la bourgeoisie : la détérioration du rapport de force dans les entreprises devait rendre irrévocables toutes les mesures déjà prises par ailleurs contre la protection sociale et contre les services publics, bref la classe ouvrière devait pouvoir être enfin considérée comme battue, ce à quoi Raffarin n'était pas parvenu en 2003, pour la fin du printemps 2006.

Fin janvier 2006, cette offensive s'engageait donc dans des conditions qui, vues d'en haut, pouvaient sembler convenir au gouvernement et au patronat. Les centrales syndicales étaient obligées de protester contre le "passage en force" et de se prononcer pour le retrait du CPE, mais en exprimant ouvertement le fait qu'elles seraient incapables de mobiliser et qu'il fallait que "les jeunes" se substituent à leur combat. Les dits "jeunes" n'entraient pas dans le dit combat, car ils avaient été battus une première fois l'année précédente, lorsque la grève lycéenne contre la loi Fillon fut fauchée par les casseurs protégés par la police, début mai 2005 ; et certains ministres un peu plus niais que les autres, comme les sieurs De Robien ou Begag, laissaient nettement voir leur souhait que les "casseurs de banlieue" (pour qui le CPE était le sésame de l'emploi !!!) règlent leur compte aux éventuels étudiants et lycéens contestataires. Les militants des organisations de jeunesse, très minoritaires dans la jeunesse, et notamment ceux du MJS et de l'UNEF, se mobilisaient réellement dans l'espoir de déclencher un mouvement d'ensemble de la jeunesse. Mais l'unité sous la forme de la signature par toute la gauche et tous les syndicats d'appels contre le CPE n'était pas en soi porteuse du premier coup d'une vertu mobilisatrice, tant était forte la méfiance accumulée par des années de tromperie.

2. Sans négliger le rôle d'étincelle qu'ont pu jouer localement les militants des organisations de jeunes, le processus qui a inversé le courant est venu des profondeurs et c'est pourquoi il a été peu vu, peu analysé, par la plupart des commentateurs, y compris les commentateurs militants.

C'est en effet dans les facultés de Rennes puis de Poitiers que la grève s'est installée début février, qu'elle résistera aux vacances et sera, jusqu'à la fin, la plus massive. Ce sont les étudiants de l'IUT de Lannion qui, début février, ont manifesté les premiers durement contre la sous-préfecture, représentant le pouvoir. Et c'est, on en a très peu parlé -la Lettre de Liaisons s'est attaché à le relever- dans les lycées professionnels et agricoles que des élèves ont commencé à se mobiliser toujours dans ces premiers jours de février.

Dans ces mêmes journées, les directions syndicales pondaient une nouvelle série d'"actions". La CGT le 31 janvier, sans appel à la grève, faisait des rassemblement locaux : par

la suite, certains de ses responsables et militants se feront croire qu'ils ont "déclenché" le mouvement contre le CPE ce jour là. En fait, ce fut une bien morne journée. Le 2 février les fédérations de fonctionnaires appelaient à une grève sur les salaires, grève presse-bouton, sans lendemain et parachutée, sur des revendications certes ressenties par les fonctionnaires, grève "diversement suivie" comme on dit, surtout que la CFDT et l'UNSA ont signé la veille une partie des protocoles ministériels contre lesquels ils appelaient à la grève ... Le 7 février arriva la bien obligée "journée d'action contre le CPE" bien fatiguée par avance par les journées précédentes, sans appel à la grève et avec des directions confédérales expliquant qu'il n'était "pas encore" possible de faire "comme le 4 octobre".

Le mouvement de la jeunesse commençait cependant, ce même mardi 7 février, à se tourner vers les salariés et à vouloir se joindre et s'appuyer sur l'appel unitaire à "l'action" de syndicats qui étaient bien obligés de dire "retrait du CPE". Aussi la situation commença à changer de visage ce jour là, avec 400 000 manifestants. Mais les vacances de février arrivant juste derrière, et tout de suite en région parisienne, la perspective d'essor du mouvement apparaissait encore fragile. S'il s'était agi de gagner, il aurait fallu appeler rapidement à une première manifestation nationale dégageant clairement les mots d'ordre : retrait du CPE et du CNE, et désignant clairement l'objectif : l'Assemblée nationale qui allait voter la loi pendant les vacances, Matignon et l'Élysée, bref le pouvoir.

Tel était le sens de l'appel adopté par plusieurs groupes politiques le 4 février, le Club Liaisons Socialisme Révolution Démocratie, le Militant, la Commune, le club République sociale, lors d'une réunion à laquelle assista le député socialiste de Douai Marc Dolez (appel reproduit en annexe), le 4 février. Cette position -une manifestation nationale appuyée sur la grève de tous les secteurs professionnels- ne se limitait pas à dire que cela était nécessaire pour gagner sur les revendications (le retrait du CPE et du CNE), mais donnait un objectif politique : chasser Chirac, De Villepin et Sarkozy.

Mais tout au contraire, la direction de la CGT, donnant le ton, avait pour perspective de laisser passer les vacances tournantes pour refaire une grande "journée" à la rentrée, qui sera appelée pour carrément dans un mois, le 7 mars, laissant passer le vote de la loi à l'Assemblée, au 49-3. L'objectif de la "journée" : "faire reculer le gouvernement", donc, explicitement, le laisser en place.

L'élément nouveau, l'élément de modification, dans ces semaines, était donc l'extension et la profondeur de la mobilisation des jeunes, dans les IUT, des LP, des facs de province beaucoup plus que dans les lieux "centraux" de la "contestation". C'était en réalité toute une génération qui avait plus ou moins assimilé les leçons des échecs de ses parents, et qui agissait souvent avec leur soutien et leur protection. La manière dont très vite la jeunesse se tourne vers les syndicats et vers les salariés en espérant, à juste titre, leur soutien, infléchit à son tour la situation.

Début mars, la quantité se changea en qualité. Il apparaissait que la grève étudiante se généralisait, et qu'elle adoptait une méthode spécifique, à cette échelle, dans l'histoire des luttes étudiantes : les "blocages".

A Rennes ou Poitiers, ce furent des blocages largement majoritaires, votés dans des assemblées générales de plusieurs milliers. A la Sorbonne ou Jussieu, ce furent des blocages minoritaires par rapport à la fac votés dans des AG beaucoup moins nombreuses. Cette constatation n'enlève pas la légitimité de ces derniers blocages, par rapport à un mouvement qui n'était pas celui de telle ou telle fac mais le mouvement d'ensemble de la jeunesse scolarisée. Elle traduit la spécificité peu relevée de ce mouvement dont les plus grandes forces et les gros bataillons n'étaient pas dans les facs parisiennes mais dans les IUT, IUP, petites facs, etc.

La nécessité des blocages s'est rapidement imposée aux étudiants dans la mesure où les profs n'étaient pas en grève, même si le plus souvent ils sympathisaient. Il fallait donc empêcher les cours d'avoir lieu pour tous (et la revendication "démocratique" des "anti-blocages" consistait donc à réclamer que les grévistes soient privés de cours, en somme chassés de la fac !). Ce faisant cette forme d'action répétait une forme classique de lutte de

la classe ouvrière : le piquet de grève. Et dans les lycées professionnels avec leurs salles des machines, ce furent tout à fait des piquets de grève comme dans des usines, la jeunesse avec les militants syndicaux appelés par elle faisant là un superbe apprentissage, et plus que cela, réinventant pour toute la classe ses vieilles méthodes de lutte.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le mouvement des "blocages" qui, évidemment, permettait aux élèves et étudiants timorés ou hésitants de faire grève et d'aller aux manifs, et dans certains lycées, à des profs éprouvés par les retraits sur salaire de 2003 d'être en grève gratuite *de facto* !

Sur Paris, ce mouvement a pris sa forme à la fois la moins représentative de l'ensemble du mouvement et la plus médiatisée, bien qu'il ait commencé par l'affrontement de la Sorbonne début mars, ayant pour enjeu le droit démocratique de tenir assemblée générale dans la faculté. Les combats au Quartier latin contribuèrent alors à leur tour au basculement de la situation car ils avaient évidemment un "air de mai 68". Mais le risque d'une confiscation de leur mouvement aux étudiants par la fuite en avant "ultra-gauche" de quelques secteurs fut réel dès le début, comme l'illustra l'épisode trouble de l'occupation de l'EHESS, répétition bégayante là encore de l'histoire des "katangais" de mai 68 ...

Le basculement de la situation dans la première semaine de mars, c'était donc l'entrée de la jeunesse dans le combat, et une entrée qui n'en faisait pas un énième "mouvement de jeunes" -de ce point de vue la comparaison fréquente avec le mouvement de 1994 contre le CIP est trompeuse- mais qui se faisait en tant que représentante de l'avenir, de la résistance et de l'espoir de toute la classe ouvrière. D'une certaine façon, les "jeunes" prenaient, par rapport au mouvement d'ensemble qui s'amorçait, la place des cheminots en 1995, des enseignants en 2003. Mais tout en reproduisant ce phénomène, il se trouve dépassé : la jeunesse, ce n'est pas un secteur corporatif de la classe ouvrière, ce sont "nos enfants" comme l'ont ressenti très exactement, et souvent très directement puisque c'était bel et bien leur fils ou leur fille, qui descendent dans la rue, qui font des piquets de grèves, qui prennent des risques et des coups. La jeunesse, c'est potentiellement toute la classe, c'est déjà toute la classe à travers ses enfants, c'est la flamme de l'incendie.

3. La nouvelle "journée" du 7 mars vit cette fois un million de manifestants.

Une structure nationale à partir de là représente, à l'échelle centrale, à la fois le front unique réalisé pour le retrait du CPE, dans son expression syndicale (le PS et le PCF se prononçant eux aussi pour ce retrait), et le verrou au développement de la mobilisation vers sa centralisation politique contre le pouvoir, allant vers son renversement. Ce fut l'"intersyndicale des 12" (CGT - CFDT - FO - CFTC - CGC - UNSA - FSU - Union Solidaire - UNEF - Confédération étudiante - UNL - FIDL).

En même temps, les étudiants se dotent d'une coordination nationale, née les semaines précédentes, mais qui ne prend sa pleine extension et sa pleine représentativité qu'à ce moment là. L'UNEF "reconnaît" la coordination et en est partie prenante (à la différence de la Confédération étudiante liée à la CFDT et sponsorisée malgré son peu de présence sur le terrain dans le cartel des 12). Cette coordination nationale, qui tendra à s'élargir aux lycéens, sera donc une sorte de comité national de grève, nombreux, intégrant l'UNEF. Elle se forme sur une plate-forme qui ne se réduit pas au retrait du CPE du cartel des 12, mais y ajoute celui du CNE et de toute la loi sur l'"égalité des chances".

Les manœuvres des "petits apparatchiks", dont les moindres et les moins manipulateurs ne sont pas les apparatchiks "ultra-gauche", ont fortement pesé dans les coordinations étudiantes, au point de dégoûter régulièrement des délégués « lambda », et de conduire les étudiants de Poitiers, chez lesquels la coordination le 11 mars avait pris toute sa dimension, à la quitter.

Mais le mouvement concret de la majorité des étudiants tendant à rechercher à la fois l'action élargissant de la grève, en appelant les travailleurs directement à la grève, et l'appel aux organisations syndicales et à leurs directions pour qu'elles prennent leurs responsabilités (ces deux dernières tendances n'étant pas contradictoires, mais se combinaient, comme on

l'avait déjà vu chez les enseignants en 2003), ne doit pas être confondu avec ces aspects. Il s'est frayé une voie dans les coordinations : l'ensemble aboutit à des appels successifs de la coordination, de week-end en week-end, qui dans une certaine confusion contiennent des appels à la grève générale des travailleurs et à ce que les organisations syndicales y appellent.

La coordination du samedi 11 mars, à Poitiers, notamment, s'adresse aux confédérations pour que le jeudi 23 mars ait lieu une manifestation nationale appuyée sur un appel à la grève générale. Cette démarche, quelque peu noyée dans une déclaration-fleuve, était donc connue des centrales syndicales dès le 11 mars. Elle exprimait la tendance de fond du mouvement de la jeunesse :

1°) à se centraliser contre le pouvoir, d'où le mot d'ordre de manifestation centrale.

2°) à se tourner directement vers les travailleurs, d'où l'appel "direct" à la grève générale.

3°) à exprimer cet appel à travers une proposition unitaire faite aux centrales syndicales.

Il ne s'agissait pas là de "grève générale" ... en général : mais de réaliser concrètement, sur un jour, une manifestation nationale contre le pouvoir, se dirigeant vers l'Assemblée nationale et Matignon, appuyée sur une grève générale. Substituer à ce choix là celui de la "grève générale" en soi d'une part et des "temps forts" à la Thibault de l'autre, c'était faire le jeu de l'appareil qui avait alors la possibilité de dire que la grève générale "ne se décrète pas" et ainsi de suite.

L'intersyndicale des 12 répond en appelant à une journée de manifestation nationale le samedi 18 mars, alors que la coordination étudiante avait appelé le jeudi 16. Notons qu'officiellement, pour le 7 février c'était FO qui n'avait pas voulu d'appel national à "des grèves", que pour le 7 mars c'était la CGT alors que FO avait appelé à "la grève", et avait réitéré cet appel, de façon purement symbolique, pour le jeudi 16, puis que le choix de la date d'un samedi pour le 18 mars provenait d'une demande de la CFDT pour que "les travailleurs du privé" puissent venir sans faire grève puisqu'il n'est pas question de les y appeler ...

Le 18 mars, donc : un million et demi de manifestants. L'intersyndicale des 12 attend le lundi 20 pour se réunir après qu'il ait été, malgré elle, question d'un "ultimatum" au gouvernement. On apprend le même soir qu'un militant de SUD-PTT lutte entre la vie et la mort après avoir été piétiné par les CRS à la fin de la manifestation parisienne samedi. Le lundi 20 au soir, l'intersyndicale des 12 appelle à une journée d'action avec "des grèves" le mardi 28 mars. La date du jeudi 23 pour une manifestation nationale a donc été délibérément mis entre parenthèse, et les responsables CGT à tous les niveaux sont chargés d'expliquer que maintenant c'est trop tard, qu' "une manifestation nationale, ça s'organise longtemps à l'avance", que de surcroît il y a, le 23 mars, élections professionnelles à la SNCF ... ce qui exclut toute aide aux étudiants pour monter en train à Paris ... Un certain nombre de sections, notamment de la FSU, appellent cependant à la grève ce jour là.

Il y a, le jeudi 23 mars, 500 000 jeunes dans la rue en France. A Paris, la manifestation se dirige vers l'Assemblée nationale et doit se disperser aux Invalides. Tout au long de son parcours, elle est attaquée par des groupes de casseurs sous l'oeil bienveillant des forces de police. Aux Invalides, celles-ci enferment les milliers de jeunes dans une nasse et les livrent aux casseurs, puis chargent et arrêtent des jeunes manifestants, qui passent en jugement immédiat.

La méthode de la provocation ici a été permise, de bout en bout, par le choix des directions syndicales de laisser, délibérément, les jeunes tous seuls dans leur tentative de journée de centralisation de l'affrontement contre le pouvoir. Elle s'appuie sur les bandes lumpen d'une partie de la "jeunesse de banlieue" combinée à la provocation policière directe. Mais cette méthode, qui avait marché un an avant contre le mouvement lycéen contre la loi Fillon, va échouer politiquement : la mobilisation continue, les services d'ordre de facs

commencent à s'organiser sur la ligne d'un double affrontement : contre les casseurs, contre les flics.

Comprenant instinctivement que leur propre mouvement et leur propre coordination ne peuvent se substituer au front unique matérialisé dans l'intersyndicale des 12, qui est en même temps le frein central à l'extension et à la centralisation du mouvement, des milliers de jeunes ont conçu la journée du jeudi 23 mars comme une étape vers la réalisation effective de la grève générale le 28 mars, ce qui n'était en aucun cas le contenu des appels intersyndicaux nationaux.

Le 28 mars, le fait politique majeur est l'ampleur des manifestations. Avec 3 millions de manifestants le score des manifestations de 1995 est dépassé. Bien entendu, un tel nombre de manifestants suppose un nombre élevé de grévistes. Les secteurs de l'enseignement et de la fonction publique qui avaient peu fait grève jusque là, depuis 2003, sont entrés massivement dans la bataille.

La tentative de guillotiner le mouvement de la jeunesse en le laissant tout seul le jeudi 23 mars et en l'exposant aux provocations a échoué. Au contraire, les travailleurs, les parents d'élèves, veulent défendre les gosses et aller avec eux. Réflexe de classe qui avait été le détonateur de la grève générale en mai 1968 et qui avait menacé le pouvoir en décembre 1986. Les journalistes et la grande presse sentent le climat : ils parlent du spectre de la grève générale, alors que les dirigeants syndicaux se gardent bien d'en parler (ainsi, à FO, ou jusque là on disait virilement que "seule la grève jusqu'à satisfaction, avec arrêt de la production, peut permettre de gagner", on ne dit soudain plus rien, maintenant que l'on est au pied du mur ...).

4. *"Ceux d'en bas ne veulent plus ... et ceux d'en haut ne peuvent plus."*

La crise au sommet, rampante depuis des semaines, s'ouvre suite à la journée du mardi 28 avril.

Le mercredi soir, le ministre De Robien appelle la police à prendre d'assaut les lycées occupés. La police n'en fera rien, sauf quelques expérimentations isolées et vite arrêtées : elle est aux ordres de Sarkozy et des préfets, pas de De Robien et de De Villepin. TF1 diffuse des images sur les quelques cas de tentatives de commandos de "parents en colère" contre les blocus et se tait sur les milliers et les milliers de parents qui, dans toute la France, étaient avec leurs enfants le lendemain matin, ou suspendus au téléphone sur leur lieu de travail, prêts à l'affrontement pour protéger les jeunes contre l'État.

La même soirée du mercredi, l'intersyndicale des 12 appelle ... à un nouveau "mardi", pour le 4 avril. Que peut-elle faire d'autre ? Elle ne peut pas faire moins, elle ne veut pas faire plus : plus, c'est ou la manifestation centrale, ou la grève générale, ou les deux. Aux initiatives naissant de la crise au sommet de l'État de "dénouer la crise" d'ici là : on sait que le Conseil constitutionnel doit statuer et que le chef de État doit, cette fois-ci, parler.

Le Conseil constitutionnel valide toute la loi sur l' "égalité des chances" le jeudi soir. Chirac parle le vendredi soir. Il annonce qu'il promulgue la loi et qu'il demande en même temps qu'elle ne soit pas appliquée afin que l'on puisse la retoquer en raccourcissant les délais de deux ans de la période d'essai et en introduisant la nécessité pour le patron de donner un "motif" au licenciement.

Comme les constitutionnalistes, le MEDEF lui-même, la presse financière, la presse européenne, MM. Giscard et Bayrou le font remarquer, on avait tout imaginé encore sauf le coup d'un président qui annonce qu'il s'oppose à l'application de la loi qu'il vient de promulguer.

Le chef de État devient lui-même le coeur du désordre au sommet de l'Etat. Il règne une ambiance de panique. La crise politique au sommet s'exprime ouvertement, Sarkozy et ses affidés défendant la renonciation au CPE, expliquant que Chirac cède à leur pression tout en lui laissant faire les frais de son incohérence, et la crise politique est à la limite de la crise de régime. Les institutions de la V^o République apparaissent comme ayant subi un échec

majeur : il semble clair que le CPE, élément central du dispositif de mise au pas de la jeunesse et de destruction du Code du travail, ne pourra pas s'appliquer.

Mais ce n'est pas encore acquis : toute la manœuvre vise à ce que les masses, les travailleurs, les jeunes, aient une impression de confusion dans laquelle la grève et les manifestations le mardi 4 avril n'apparaissent plus nécessaires. La presse, nationale et locale, le leur dit. Les dirigeants syndicaux nationaux ne peuvent pas dire grand chose : le premier qui fait mine de briser le front sait qu'il le paiera très cher à la base et dans sa propre organisation, mais on apprend que Sarkozy, ministre de l'Intérieur et président de l'UMP, a téléphoné au dirigeant de l'UNEF, Bruno Julliard, le samedi matin, et qu'ils ont "discuté".

Le 4 avril aura donc lieu, cette journée de trop ...

3 millions de manifestants à nouveau ! Deux fois en une semaine, et cette fois-ci les grèves s'amplifient dans le "privé", dans une série de boîtes les débrayages sont majoritaires.

Une telle mobilisation signifie que la classe est prête. Si les confédérations avaient appelé, le pouvoir était renversé.

C'est donc le moment qu'elles choisissent pour autolimiter au maximum les objectifs. Le mercredi 5 avril, sur un scénario déjà mis au point à Montreuil la veille, l'intersyndicale des 12 lance un "ultimatum" ... au 17 avril, et d'ici là appelle à ... aller voir les députés UMP, apportant ainsi son aide à la tentative de replâtrer le régime aux abois en essayant de relégitimer le groupe parlementaire UMP et donc Sarkozy.

Les masses sont sans perspective immédiate d'action. Mais la mobilisation des jeunes continue. Le jeudi 6 avril, la coordination avait appelé à des barrages routiers sur les zones industrielles et les sites économiques. A Nantes, à Poitiers, dans d'autres villes, s'effectuent des blocages grandioses qui mettent en inactivité de fait des dizaines d'entreprises. Certaines d'entre elles, notamment des centres commerciaux, débrayent. Mais les éléments les plus gauchisants et les permanents syndicaux CGT sont souvent d'accord dans les faits pour envoyer les lycéens et les étudiants sur des axes routiers sans entreprises à proximité, sur des ponts, sur des voies ferrées, multipliant les situations dangereuses ou gênantes, non pour les patrons, mais pour les travailleurs rentrant chez eux ou allant faire leurs courses. On est cependant dans des dizaines de villes au bord d'accidents ou d'incidents graves, Sarkozy multiplie les consignes de prudence à la police et enjoint De Villepin de lâcher l'article de la loi sur le CPE.

Il apparaît donc dans les journées qui suivent le 4 avril que le mouvement ne s'arrête pas tant que le CPE n'apparaît pas nettement comme retiré, et qu'il se cherche. Il se cherche dans ce qui ne peut qu'aller de plus en plus vers des heurts entre jeunes et travailleurs cherchant un débouché et dirigeants, sections syndicales ne voulant pas rentrer dans le jeu des "délégations aux députés UMP" et voulant chercher la grève, bref vers la maturation politique du mouvement. La menace de la grève générale est prise au sérieux au sommet de l'État. Et la perspective d'une manifestation centrale contre l'Assemblée nationale, en opposition aux délégations dispersées des appareils syndicaux vers les députés UMP, pouvait très vite se charger d'une efficacité redoutable. Les appareils ne pouvaient plus pour très longtemps tenir le couvercle sans retrait du CPE.

L'activité dans les sommets de l'État, faite de conciliabules et de crises de nerf, consiste à calmer De Villepin et son clan, qui savent qu'ils seront les victimes politiques du recul annoncé et qui voudraient encore pendant quelques jours assurer leur avenir en "faisant front". Les autres leur font comprendre qu'ils les lâcheront.

Le seul soutien à l'État bourgeois qui chancelle et dont les ténors s'affrontent et se marchent ouvertement sur les pieds vient des organisations politiques de gauche, du PS à la LCR, qui, le lendemain du discours de Chirac, lui lancent un appel pathétique à ce qu'il prenne, lui, l'initiative du retrait du CPE, en faisant référence au vote du 5 mai 2002. Or, c'est précisément le "capital politique" apporté à Chirac par ces organisations le 5 mai 2002 qui est fini.

Qu'il y ait entente au sommet entre bureaucrates, patrons et appareil d'État est une évidence qui ne date pas d'hier. Mais ce serait de l'infantilisme que de ne pas croire à la crise dans les premiers jours d'avril 2006. L'intersyndicale des 12, en ayant limité son "ultimatum" au seul article de la loi "Égalité des chances" sur le CPE, leur donne une fenêtre de sortie dans laquelle le CNE et le reste de la loi pourraient encore être sauvés. Ils la prennent finalement le lundi 10 avril au matin.

Immédiatement, la masse en ébullition saisit cette annonce comme une défaite politique grave pour le pouvoir et un succès pour le mouvement, tout en comprenant très bien que le compte n'y est pas puisqu'il y a toujours le CNE, et tout le reste. C'est une évidence, mais la masse saisit sa victoire politique.

Le pouvoir n'a pas reculé, contrairement à ce qu'explique les dirigeants comme Thibault ou Hollande : il a été menacé d'effondrement et a commencé à se disloquer.

Symétriquement, ceux qui expliquent que le pouvoir n'a rien cédé du tout sont dans la même logique : ils occultent le contenu politique de l'affrontement.

Au plan économique, la classe ouvrière a obtenu très peu, encore que ce très peu est important surtout car il met un coup de ralentisseur à l'offensive de De Villepin et à la destruction du Code du travail dont l'achèvement était prévu, rappelons-le, pour mai-juin 2006.

Au plan politique, les Thibault et les Hollande en expliquant que le gouvernement " a reculé" et les secteurs qui, à l'extrême gauche, notamment parmi les tenants du maintien de la coordination jusqu'à la fin des temps et de l'autoperpétuation des blocus alors que la masse des étudiants veut passer à une autre étape (et en l'occurrence passer ses examens, ce qui demande des batailles sur les conditions d'examen et de reprise des cours), expliquent que le gouvernement n'a rien cédé et que tout cela n'est qu'arnaque, ont ceci de commun qu'ils nient la victoire politique des masses qui doit bien entendu, maintenant, se consolider et donner lieu à de nouvelles batailles.

Le bilan politique est en effet considérable pour la classe ouvrière, et la menace de la grève générale a eu des causes et une portée, là encore, politiques de A à Z :

- alors que le pouvoir et le patronat français avaient pu croire, en 2003, qu'ils pouvaient faire passer leurs "réformes" malgré la résistance sociale, ils ont du revenir en arrière là-dessus.

- le régime de la V^o République est à bout de souffle au point que les sondages qui veulent conditionner le choix des présidentielles à Ségolène Royal-Sarkozy passent à côté de la maturation de millions de jeunes et de travailleurs, laquelle va d'emblée plus loin et se pose les questions du régime et du système social.

Un mouvement politique de bout en bout.

1. Dans tout le développement du mouvement contre le CPE, le moteur du mouvement des masses a été politique.

"Ce n'est pas la grève en masse qui nourrit la révolution, c'est la révolution qui nourrit la grève en masse." (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, 1906).

Il n'y a pas de contradiction entre le caractère politique du mouvement et son caractère revendicatif. La revendication sur laquelle il a imposé le front unique, le retrait du CPE, était une riposte politique à toute l'action du gouvernement. Pour gagner, il fallait un combat allant vers le renversement de Chirac, De Villepin, Sarkozy, de la V^o République.

Ce combat s'est développé selon cette ligne de force. Il n'a pas recherché la grève générale pour la grève générale, mais il a cherché à frapper de manière commune et centralisée et c'est en fonction de ce besoin politique du combat de classe que le problème de l'extension des grèves et de la grève générale a été posé.

Ce faisant, le mouvement s'est heurté à la politique des appareils dirigeants. Il a du en tenir compte d'autant plus que le front unique était matérialisé au plan national dans l'

"intersyndicale des 12" qui, en même temps, se faisait le principal frein au développement, à la centralisation et à l'extension de la lutte. Aussi a-t-il "épousé" en le dépassant, notamment par l'ampleur des manifestations les 28 mars et 4 avril, les journées "temps forts" successives. Au point qu'après le 4 avril, la méthode des "temps forts" effrayait les appareils eux-mêmes, qui n'y appelaient plus et tentaient de tout suspendre.

C'est aussi en raison de son contenu politique que ce mouvement, lorsqu'il a éprouvé ces obstacles politiques et obtenu le retrait du CPE, s'est arrêté de lui-même, pour avoir le temps de digérer sa propre action et de reprendre, sous d'autres formes. Par conséquent, à partir du 10 avril, la question de la grève générale ne se posait plus concrètement et les appels de certains courants politiques et d'une partie des étudiants à la poursuite à tout prix du mouvement étudiant sous les mêmes formes devenaient contre-productifs.

Bien entendu, dans ces nouvelles conditions, la poursuite des revendications -retrait de toute la loi sur l' "égalité des chances", retrait du CNE, amnistie et libération des jeunes victimes de la répression, notamment- demeure, mais reliée non pas à la poursuite d'un mouvement qui a pris fin, mais à la poursuite de l'affrontement politique pour chasser Chirac, De Villepin et Sarkozy et au débat et à l'organisation sur les perspectives de débouché politique.

2. Le combat des appareils bureaucratiques contre le mouvement a été lui aussi politique de bout en bout.

A plusieurs reprises et jusqu'au lendemain de la prestation télévisée de Chirac promulguant la loi sur le CPE tout en disant de ne pas l'appliquer, les communiqués adressés à Chirac pour le restaurer dans son rôle institutionnel d'arbitre suprême n'ont pas cessé. Ces communiqués, signés tantôt par les partis et syndicats (du PS à la LCR), tantôt par les seuls partis et "organisations de jeunes", ont donné le la de la politique des directions.

On peut la résumer ainsi :

- demander à Chirac d'être le président, de faire l' "arbitre",
- ne pas demander la démission de De Villepin,
- cautionner la manœuvre de "discussions" avec le groupe parlementaire UMP et par là conforter la lutte de Sarkozy, comme président de l'UMP, pour se poser en sauveur ultime du régime de la V^o République.

C'est en fonction de cette clef de voûte que les différents appareils syndicaux notamment ont tenu différents discours sur la lutte elle-même, la CGT jouant le rôle principal en tentant de formater ses cadres dans une opposition de principe à la grève générale et à la manifestation centrale, ainsi qu'à l'organisation démocratique des travailleurs (*"la grève générale est impossible dans les entreprises privées", "les assemblées générales nous n'en voulons pas, c'est de la parlotte", "une manifestation centrale n'emmènera qu'une partie des gens à Paris", "il y aura des embouteillages" (sic), "une manif centrale se prépare toujours des mois à l'avance", etc., etc.*).

Nous avons vu aussi la direction de FO et son secteur du PT parler de *"grève générale jusqu'à satisfaction"*. Ce discours qui déconnecte la grève générale de la question politique en fait une abstraction qui apparaît comme un mur impossible à franchir. C'est un discours complémentaire de celui de la CGT. Lorsque la question de la grève générale a été la plus "chaude", l'appareil de FO courageux mais pas téméraire range d'ailleurs son propre discours au placard.

3. Nourrir politiquement ce mouvement politique, aider les masses à gagner et à aller plus loin, n'était donc pas possible en faisant de la "grève générale" -ou de la "reconduction de la grève"- un thème de propagande non politique.

C'est ce qu'on fait, d'une part, les divers groupes et courants politiques d'extrême gauche qui souhaitent la "lutte" la plus forte possible sans avancer l'exigence que le pouvoir soit renversé. Certains, du côté anarchiste par exemple, considèrent que "Dehors Chirac, De

Villepin, Sarkozy", c'est le comble de l'opportunisme, mais lancent "à bas le capitalisme" (OK !), ou, plus douteux, "à bas le travail salarié et tous ses contrats, CPE, CNE, CDD, CDI" ...

D'autre part, les couches d'étudiants et de lycéens qui sont devenues actives dans le mouvement, se sont faites ses organisateurs, et avec elles, nombres de militants syndicaux de toutes les centrales ayant déjà eu ce type d'expérience en 2003, ont cherché l'extension de la grève de manière empirique. "Appeler" tous les salariés à "se joindre à notre mouvement" était de leur part une réaction spontanée à la situation, saine dans son principe, mais qui se heurtait à ce que les salariés ont besoin et d'une perspective politique et d'une direction les représentant.

Pour avancer, il fallait donc le point de départ de cette perspective : dire explicitement qu'il faut chasser le pouvoir, et l'organisation d'assemblées générales puis de comités de grève intégrant les syndicats. L'intersyndicale des 12 a refusé d'intégrer des représentants de la coordination étudiante à ses réunions pour ne pas, selon les termes de Thibault et de Chérèque, "*créer un précédent*". Un précédent de quoi ? D'une intersyndicale comportant des délégués élus directement par les travailleurs. Une telle structure de front unique aurait été le stade suivant, celui de l'organisation du mouvement lui-même se dotant de sa propre direction et commençant donc à dessiner sa propre solution à la question du pouvoir.

L'agitation "grève généraliste" de type gauchiste ne pouvait pas, elle, combattre efficacement la politique des appareils et elle finissait même par se combiner à elle pour la compléter : c'est ainsi qu'à partir du 4 avril, quand l'affrontement politique interne au mouvement de la classe s'intensifiait, on a vu des barrages et des blocages de routes et de voies ferrées se multiplier sous l'effet conjoint de la volonté de secteurs étudiants de mener des "opérations commandos" et de secteurs de l'appareil de la CGT voulant détourner les jeunes des entreprises tout en se présentant comme des "durs de durs" en matière d'"action".

Le même appareil cherchait alors à multiplier les "opérations commandos" de préférence loin des entreprises, et à conduire les intersyndicales à des discussions décentralisées avec les députés UMP. Dans plusieurs départements, les permanents des UD CGT avaient, au nom de tous les autres syndicats membres nationalement de l'intersyndicale des 12, et sans les avoir consultés, écrit dès le 5 avril au matin aux députés UMP pour leur proposer de les rencontrer et de "discuter sans tabou" !

Cette complémentarité entre la politique des appareils et le pur gauchisme se retrouve dans la nouvelle phase ouverte à partir du 10 avril. D'un côté, Thibault crie victoire et veut conforter sa politique et refouler ses oppositions dans la CGT. De l'autre, le gauchisme nie toute victoire et laisse aux appareils le champ libre pour s'en réclamer et tenter de manipuler. Ni les uns ni les autres ne donnent une analyse de ce qui s'est passé en termes politiques : pour les uns, "le gouvernement a reculé" et on peut maintenant discuter avec lui, négocier sur la "sécurisation des parcours professionnels", pour les autres, le gouvernement n'a pas reculé et les jeunes se sont fait avoir, ce qui équivaut à leur nier leur victoire et à s'opposer à leur propre maturation.

Ceci dit, il faut préciser que dans cette complémentarité, le point de départ et la responsabilité première est la politique des appareils, naturellement. La réaction gauchiste est souvent le premier réflexe pour s'y opposer et elle peut n'être qu'une étape vers une maturation politique s'orientant plus froidement, mais plus efficacement, vers la recherche de l'affrontement central avec la classe capitaliste et son État

4. Un certain nombre de groupes ont mis en avant l'objectif politique de chasser le pouvoir, de mettre dehors Chirac, De Villepin et Sarkozy. Ce fut notamment le cas des groupes qui ont lancé l'appel du 4 février, de plus en présence du député socialiste Marc Dolez, dont le courant formé avec Gérard Filoche, Forces Militantes pour la Démocratie et le Socialisme, a mis en avant durant le mouvement le mot d'ordre d'élections législatives anticipées et a inscrit dans son projet, opposé à celui que prépare la direction "de synthèse" du PS, l'élection d'une assemblée constituante et la suppression de la V^o République.

La coordination étudiante, dans des déclarations fleuves assez confuses, a formulé l'objectif d'une manifestation centrale appuyée sur une journée de grève générale, a avancé la revendication de démission de De Villepin.

Dans les manifestations de jeunes, des mots d'ordre tels que "Chirac en prison, Villepin démission, Sarko au Karcher", se sont largement imposés et généralisés fin mars début avril -alors qu'une circulaire de Montreuil dans la CGT demandait aux responsables de combattre les "mots d'ordres politiques".

L'expérience des groupes réunis le 4 février, pour limitée qu'elle soit, comporte des enseignements riches. Nous avons tenté, par approximations successives, d'adapter nos mots d'ordre au mouvement réel et aux fluctuations de la situation.

Ainsi :

a) Dans la première phase de maturation, en gros début février, notre appel initial donnait le cadre : une manifestation centrale contre l'Assemblée, l'Élysée et Matignon appuyée sur un appel à la grève, c'était alors une formule générale qui, si elle avait été mise en oeuvre, n'aurait pas renversé le pouvoir mais aurait donné au mouvement une impulsion décisive.

b) Dans la phase d'ascension du mouvement des jeunes, jusque vers début mars, ce cadre général se combinait à l'appel direct à la grève des lycéens et étudiants, à sa généralisation, et le facilitait car il donnait son contenu général au mouvement.

c) Cette phase a abouti aux prises de position, le 11 mars, de la coordination étudiante pour une manifestation centrale le 23 mars, qui n'est pas le produit direct de notre intervention, bien que celle-ci a nourri les débats d'AG locales, ainsi que l'intervention des camarades du CCI-T, groupe qui est entré en contact avec le collectif du 4 février durant le mouvement, à Lyon et dans la coordination. Epousant le mouvement d'ensemble de la classe, et non le seul mouvement des jeunes qu'il ne fallait pas isoler, nous avons alors appelé à la grève générale le 28 mars et à la réussite de la manifestation des jeunes contre l'Assemblée le 23 mars en alertant à l'avance sur le risque de provocation ce jour-là du fait du « lachâge » des appareils.

d) Autour des journées du 28 mars et du 4 avril, la question de la grève générale sous une forme de plus en plus concrète, avec la recherche d'assemblées générales sur les lieux de travail et de débrayage dans telles ou telles entreprises, passait au premier plan au point de vue de l'action. Mais ce passage au premier plan ne devait pas signifier, au contraire, que la perspective politique -chasser Chirac, De Villepin et Sarkozy, et engager le débat sur le débouché : élections anticipées, gouvernement des partis issus du mouvement ouvrier placé sous son contrôle ...- passait au second plan. D'où des discussions parmi nous sur la manière de mettre l'accent sur les deux nécessités à la fois et de les relier.

e) Entre le 4 avril et le 10 avril, se nouait un affrontement interne au mouvement entre les masses et les appareils, avec des répercussions dans les syndicats, en même temps que la crise politique faisait éclater des contradictions dans les partis PS et PCF. L'on vit alors Marie-Georges Buffet (à l'issue d'un congrès du PCF qui fut un non-événement par rapport au mouvement) monter au créneau sur "2007" et J. Dray, porte-parole du PS, déclarer qu'il ne fallait surtout pas de législatives anticipées pour "ne pas faire comme en juin 68" ! Le thème central qu'il allait falloir mettre en place alors était, contre les délégations aux députés UMP, l'exigence d'une manifestation centrale contre l'Assemblée pour lui dénier tout droit, toute légitimité démocratique, à voter des lois anti-ouvrières. Cette bataille s'annonçait sous de bons auspices.

C'est bien pourquoi la seule issue pour la bourgeoisie devenait le recul, **recul sur le seul CPE mais défaite politique grave pour elle.**

A partir de là s'est ouverte une phase, dans laquelle nous sommes encore au moment où sont écrites ces lignes, où grève générale et manifestation centrale ne sont pas des perspectives immédiates, mais où l'affrontement politique interne au mouvement ouvrier et la maturation politique à une échelle de masse passent au premier plan.

La riche expérience que je viens de résumer ici à grands traits montre qu'une intervention politique donnant des perspectives en s'efforçant de partir des questions telles que le mouvement réel se les pose à lui-même est possible et nécessaire. Elle montre aussi que ce débat et cette organisation, communes, doivent se poursuivre et porter, de plus en plus, sans *a priori*, sur les formes du débouché politique pour lequel nous combattons. La classe ouvrière a besoin pour vaincre d'un parti qui la représente réellement. Il ne sera pas autoproclamé par avance, mais ce type d'action et ce type de débat le préparent.

Vincent Préseume, Moulins, le 26 avril 2006.

Notes bibliographiques :

Pour nos lecteurs qui n'auraient pas la chance de pouvoir mettre la main sur les ouvrages cités le long du texte, nous renvoyons aux écrits de Karl Marx, Rosa Luxemburg et Léon Trotsky accessibles sur le site Marxists Internet Archive (<http://www.marxists.org/francais/index.htm>)

Pour les textes de Pelloutier, d'Emile Pouget et des militants syndicalistes révolutionnaires, nous recommandons le site Pelloutier.net (<http://www.pelloutier.net/welcome/index.php>)

Enfin, nombre de documents cités dans ce texte, ainsi que le suivi du développement du mouvement contre le CPE, sont disponibles dans les archives 2006 de la Lettre de Liaisons : http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons/archives_2006.htm . De même, voir dans la page de ce dernier site relatant les interventions des militants et groupes ayant cherché à partir de la réunion du 4 février à agir en commun pour développer l'orientation politique qui traverse ce texte : http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons/interventions.html